



COMMISSION DES RECOURS DES REFUGIES

Le pouvoir des seigneurs de guerre et la situation sécuritaire en Afghanistan

Sommaire

INTRODUCTION.....	2
I. La réémergence des seigneurs de guerre	2
II. La situation sécuritaire hors des zones tribales pashtounes.....	6
A. Kaboul	6
1) La présence internationale.....	6
2) Les hommes forts de la ville.....	7
B. Nord	8
C. Ouest (Badghis, Hérat, Farah, Ghor, Nimrouz).....	17
D. Centre	19
III. La situation sécuritaire dans les zones tribales pashtounes.....	20
A. Sud	20
B. Les menaces pesant sur les zones tribales pashtounes : les Taliban et Gulbuddin Hekmatyar.....	25
C. Est / Sud-Est.....	27
IV. L'impact sur le processus de reconstruction.....	32
A. Les populations exposées aux persécutions.....	32
1) Les groupes ethniques	32
2) Les groupes religieux.....	32
3) Les femmes.....	33
4) Les opposants politiques	33
B. Réactions du gouvernement Karzaï et légitimité de l'Etat	34
GLOSSAIRE.....	37
CHRONOLOGIE.....	39
BIBLIOGRAPHIE	50
1) Articles et études	50
2) Ouvrages.....	50
3) Rapports.....	50
4) Presse.....	50
5) Sites Internet.....	51

Le pouvoir des seigneurs de guerre et la situation sécuritaire en Afghanistan

Introduction

Michaël Barry affirmait avec justesse : « L'énigme afghane demeure un nœud gordien d'entrelacs locaux et internationaux à la fois : ne la tranche que la lame qui en fend tous les lacis. » Cette corrélation entre pouvoirs traditionnels et enjeux mondiaux a, de manière incessante, fomenté une instabilité au sein de l'appareil étatique et une insécurité permanente pour la population afghane. L'ingérence étrangère a en effet toujours exacerbé des clivages au sein de la société, qu'ils soient religieux, ethniques ou tribaux et donc divisé les intérêts de chaque groupe en présence.

L'intervention de l'armée américaine fin 2001 chasse les Taliban du pouvoir dans l'objectif de les remplacer par un régime démocratique pro-occidental, qui ferait disparaître toute organisation terroriste, telle Al Qaeda. Mais les Etats-Unis sont confrontés à la difficulté de fédérer l'ensemble du peuple afghan autour d'un projet commun : la structure du pouvoir, l'héritage d'un passé guerrier, les mentalités marquées par des années de fondamentalisme extrémiste sont à l'origine de luttes d'influence entre grandes figures locales qui empêchent la reconstruction de l'Afghanistan autour d'un sentiment d'unité.

I. La réémergence des seigneurs de guerre

Afin de donner une explication plausible à tous les conflits qui sévissent en Afghanistan, on a souvent mis en avant les disparités très fortes qui divisent le pays, quelle que soit leur nature. Pourtant, malgré l'importance du découpage clanique, tribal et ethnique, la structure de la société est très largement la même sur l'ensemble du territoire. Le sentiment très fort d'un individu d'appartenir à un **groupe solidaire**, quelle que soit sa base sociale, lui sert de point d'appui pour toutes initiatives commerciales, politiques ou militaires. Dès lors, au-delà de l'aspect religieux qui unit le peuple afghan, une culture commune de la politique caractérise les différentes parties et régule leurs relations. Cette notion d'affiliation se manifeste par un réseau de personnes qui pourront se considérer protégés par cette appartenance. Etant donnée la pauvreté des moyens des communications, l'identité ethnique est évidente, mais pas aussi puissante que l'identité régionale (par exemple, les Panjsheri au sein de l'ethnie tadjik).

Les principaux changements apportés par les guerres de ces vingt-cinq dernières années concernent l'idéologisation des acteurs politiques (Communistes, Islamistes, Taliban) et l'adaptation du « Grand Jeu » de Mackinder¹, théorie définissant les relations entre protagonistes d'Asie Centrale et principalement l'enjeu afghan, aux évolutions géopolitiques modernes. Ainsi, après l'effondrement des différents mouvements idéologiques, la réhabilitation de la politique traditionnelle semblait inévitable, mais les plus opportunistes et les plus influents ont collecté des

¹ Mackinder, géopoliticien britannique de la fin du 19^e et du début du 20^e, a repris le terme de « Grand Jeu » (« Great Game ») à Kipling dans son livre *Democratic Ideals and Reality* pour étayer les enjeux liés à ce carrefour afghan. Après une analyse purement géographique, il met en avant le rôle des grandes puissances britanniques, russes et ottomanes pour déterminer le destin caractéristique de l'Afghanistan dans la région.

armes et rassemblé des hommes en nombre suffisant pour imposer le respect dans des zones très localisées.

Une mosaïque de **commandants locaux** tire donc son pouvoir de la manière dont elle a su jouer à la fois des identités traditionnelles et des bouleversements issus de la guerre. Les groupes solidaires se sont transformés en milices armées, souvent composées d'anciens moudjahiddines qui ont tendance, selon les régions, à se venger des souffrances passées. Elles se livrent par ailleurs à d'incessantes luttes pour accroître leur zone d'influence, parfois par des combats conventionnels, mais également souvent par l'assassinat de personnalités ciblées visant à affaiblir un groupe entier ; de fait, une atmosphère de peur et de terreur règne dans une grande majorité de provinces.

Néanmoins, afin de nourrir ces ambitions de pouvoir et s'inscrire dans une géostratégie plus large, les commandants locaux donnent allégeance à des leaders coutumièrement appelés **seigneurs de guerre**, qui ont une emprise régionale plus importante et sont parfois associés aux partis politiques les plus influents. Une réciprocité d'intérêts bien compris de la part des acteurs en présence sert de base à la structure du pouvoir, laquelle, alimentée par une ingérence étrangère incessante, donne un poids considérable à ces groupuscules armés, n'hésitant pas à changer d'alliance pour se retrouver en position de force. En fait, un commandant local a besoin de l'aide d'une personnalité reconnue pour se procurer des armes et avoir une certaine protection envers ses rivaux, et ne devient un problème que s'il possède le soutien direct d'une puissance étrangère.

S'il existe plusieurs centaines de commandants de ce type, on dénombre une petite douzaine de seigneurs de guerre, parmi lesquels peu ont réussi à créer un leadership régional performant. Olivier Roy définit **un seigneur de guerre comme un commandant qui a été capable d'étendre son autorité au-delà de son propre groupe solidaire et de construire une identité plus large (tribale dans le sud, géographique ou ethnique dans le nord) pour assurer une domination régionale**. Sa zone d'influence n'a pas de frontières précises du fait que les relations personnelles priment davantage que le territoire; c'est pourquoi il ne cesse de lutter pour imposer son autorité et les affiliations ethniques y jouent un rôle prépondérant. On ne peut pas vraiment affirmer qu'un seigneur de guerre représente un groupe ethnique proprement dit car les alliances entre leaders locaux sont trop multiples ; mais elles sont aussi très volatiles, pouvant affaiblir du même coup l'autorité seigneuriale qui aura donc tendance à s'appuyer sur un noyau dur unifié ethniquement, et même souvent régionalement.

D'un point de vue historique, l'avènement des seigneurs de guerre s'est produit lorsque les Afghans, faisant face à un gouvernement central infidèle soutenu par l'URSS, se sont retournés vers les alliances locales pour résister. Il a surtout eu lieu lors du retrait complet de l'Armée Rouge, lorsque des commandants moudjahiddines commencent réellement à développer leur organisation militaire régionale, sur le modèle semblable aux régions de l'Hazarajat et du Nouristan qui avaient déjà acquis un degré d'autonomie lors de l'occupation soviétique. Le gouvernement, ne pouvant plus compter sur les troupes soviétiques pour assurer la sécurité, doit alors payer ces nouveaux acteurs dont les milices tribales, véritables unités moudjahiddines, exercent une très forte influence régionale en offrant à la population protection et services en nombre plus ou moins important. Voici donc quelles étaient les **principales forces en présence au début des années 1990** :

- ? En 1986, **Ahmad Shah Massoud** fonde le Conseil de Supervision du Nord (Shura-i Nazar-i Shamali), qui à l'origine coordonnait les forces militaires associées au parti de **Burhanudin Rabbani**, le Jamiat-e Islami, dans les provinces de Kapisa, Parwan, Kaboul,

Koundouz, Baghlan, Balkh, Takhar et Badakhshan. Après le retrait soviétique, cette organisation considérée comme un quasi-Etat comprenait des départements pour l'éducation, les finances, les affaires intérieures et était alimentée essentiellement par l'aide étrangère, l'assistance humanitaire, le commerce d'émeraude et de lapis-lazuli et, vraisemblablement, par le trafic de drogue.

- ? En 1988, **Ismaël Khan** organise une rencontre des commandants les plus importants d'Afghanistan (surtout des leaders de l'ouest afghan, à laquelle d'ailleurs Massoud ne participe pas) et multipliera ce genre de meeting pour consolider son influence dans la zone occidentale du pays, qui ne deviendra effective qu'à partir de 1992.
- ? **Abdul Rashid Dostom** était commandant de l'une des plus puissantes milices du dernier régime communiste de Najibullah, recrutant en majeure partie des hommes de sa propre ethnie ouzbek dans le nord. Il contrôlait la principale route d'approvisionnement allant du poste frontière d'Hairatan (aujourd'hui sur la frontière afghano-ouzbek) jusqu'au tunnel de Salang. Ses changements d'alliance, au détriment de sa crédibilité, lui offriront une suprématie locale.
- ? A Kandahar, les commandants ont été incapables de former un front militaire commun, mais les oulémas établirent une **Cour Islamique du Balouchistan et de l'Afghanistan du sud-ouest** qui gérait les affaires afghanes à la fois au Pakistan et en Afghanistan. A beaucoup d'égards, cet organe est devenu l'entité la plus influente de la région, plus que les commandants. Nombre de ses juges deviendront des officiels taliban.
- ? **Abdoul Haq**² a essayé d'étendre son influence du Nangarhar à Kaboul en créant un front commun de l'Afghanistan de l'Est. Les zones tribales pashtounes des provinces du sud-est restent très divisées, même si **Jalaluddin Haqqani**, futur commandant taliban, préside une importante shura (conseil local) dans le Paktia.
- ? **Gulbuddin Hekmatyar** se sert de certaines vallées dans ces provinces (Logar, Laghman, Kunar) comme base arrière pour prendre le contrôle de Kaboul.

Aujourd'hui, on retrouve en position de force ces mêmes grandes figures ou leurs proches ainsi que de nombreux potentats locaux. De fait, pendant l'interlude taliban, nombre de commandants ou de leaders se sont réfugiés hors du pays où ils ont pu consolider leurs appuis étrangers, et revenir après l'intervention américaine. **L'ingérence étrangère dans les affaires afghanes est un aspect primordial pour comprendre les enjeux liés au pouvoir des chefs de guerre.**

En effet, l'Afghanistan a toujours été historiquement un carrefour extrêmement stratégique qui a attisé les convoitises successives de ses voisins. De nos jours, la géopolitique de la région s'est complexifiée avec l'émergence des Républiques de l'ancien bloc soviétique et concerne principalement les enjeux de l'eau (du fleuve Amou-Daria) et des hydrocarbures (l'Afghanistan est un Etat tampon entre les champs de gaz du Turkménistan et le golfe de la mer d'Oman). Si la **Russie** ou l'**Inde** voit en l'Afghanistan un partenaire commercial et diplomatique, l'**Iran**

² Abdoul Haq, commandant appartenant à l'importante famille Arsala, du clan Jabbarkhel, de la tribu des Ahmadzaï dans le Nangarhar, a été assassiné en octobre 2001 par les Taliban. Il était le frère de Haji Abdoul Qadir, vice-président du gouvernement Karzaï de décembre 2001 et juin 2002, assassiné en juillet 2002 à Kaboul, et de Haji Din Mohammad, actuel gouverneur du Nangarhar.

s'intéresse au sort de la minorité chiite qui vit majoritairement dans le centre du pays et possède des liens historiques et culturels très forts dans l'ouest, ce qui permet à ce pays de rester très actif dans la zone.

Cependant, c'est le **Pakistan** qui interfère le plus dans la vie politique afghane et qui est souvent accusé d'ingérence. De fait, en conflit permanent avec l'Inde, le Pakistan se tourne vers l'Afghanistan avec lequel il a davantage d'affinités culturelles pour affirmer son rôle de leader dans la région et essayer encore une fois de placer à la tête de l'Etat un régime conciliant fondé sur les relations entre Pashtounes et Islamistes, qui représenterait un véritable allié, comme il l'a précédemment fait avec les Taliban. Quelques hauts responsables pakistanais ont une réelle stratégie visant à renforcer certains seigneurs de guerre et commandants locaux afin d'affaiblir l'Etat central ; c'est en ce sens que le Pakistan a soutenu un fondamentaliste comme Hekmatyar avant 1994 et qu'il est soupçonné de le soutenir à nouveau aujourd'hui, comme avec le mouvement taliban. Cette situation a pour fâcheuse conséquence d'accroître les ressentiments ethniques au sein de la population afghane et, surtout, d'idéologiser ces divisions. Il apparaît en outre évident que l'existence de zones de non droit subsistant de chaque côté de la frontière afghano-pakistanaise³ rend l'intrusion d'islamistes plus aisée et permet au Pakistan, et surtout, à son puissant service de renseignement, **l'ISI (Inter-Service Intelligence)**, de mieux influencer sur le quotidien des Afghans, notamment en alimentant les frustrations des Pashtounes par rapport à la domination des Tadjiks de l'Alliance du Nord sur les organes d'Etat.

Ainsi, chaque pays qui voit son intérêt en Afghanistan soutient un ou plusieurs seigneurs de guerre en leur fournissant des armes, des financements et toute la logistique nécessaire au monopole du pouvoir, ce qui rend difficile les négociations entre le gouvernement central et les leaders locaux, qui en ressortent renforcés.

La riposte américaine qui a mis fin au régime des Taliban a également une grande part de responsabilité dans la réaffirmation de l'autorité de certains commandants locaux, et donc dans l'insécurité qui règne dans le pays. En effet, la stratégie des Etats-Unis a consisté à bombarder à outrance, en tuant des civils, ce qui a suscité un fort sentiment anti-américain, puis à armer des commandants locaux pour éliminer les dernières poches de résistance taliban. Mais la majorité de ces armes ont permis aux chefs guerriers d'imposer leur loi dans leur zone d'influence, d'exercer des pressions sur la population pour obtenir une légitimité, et de persécuter les plus exposés : minorités ethniques ou religieuses, femmes. Si l'armée américaine a affirmé officiellement l'arrêt du soutien logistique aux milices belliqueuses, le mal est déjà fait, d'autant plus que les commandants locaux profitent de leurs relations avec les Etats Unis pour dénoncer leurs rivaux comme Taliban, afin qu'ils soient évincés. Les vieilles luttes intestines pour le pouvoir réapparaissent donc sur la scène afghane avec sensiblement les mêmes acteurs, compromettant une amélioration rapide de la situation sécuritaire.

Afin d'éviter que le pouvoir central déjà chancelant ne soit trop menacé, le conseil de sécurité de l'ONU a décrété le déploiement d'une coalition internationale, **l'ISAF (Forces Internationales de Sécurité en Afghanistan)** pour sécuriser Kaboul et sa région. On peut s'interroger sur l'efficacité

³ Cette frontière communément appelée « la ligne Durand », du nom de son dessinateur anglais, Lord Durand, servait de ligne de démarcation entre l'Empire britannique des Indes et l'Afghanistan après la seconde guerre anglo-afghane en 1893, et coupe en deux le Pashtounistan, région très montagneuse peuplée majoritairement par l'ethnie pashtoune. La partie aujourd'hui pakistanaise devait être rendue à l'Afghanistan après un bail de 100 ans, mais cela ne s'est pas concrétisé pour des raisons démographiques et politiques. Les deux Etats se disputent encore régulièrement certaines zones frontalières.

d'un tel organe étant donnée la multiplication des attentats à Kaboul (deux ministres ont été tués et les intérêts occidentaux, surtout les bases américaines et celles de l'ISAF, sont fréquemment attaqués), mais la décision de ne pas prolonger le mandat de l'ISAF au-delà de Kaboul a sans nul doute permis aux commandants locaux de s'organiser plus facilement et d'intimider la population en toute impunité. La situation sécuritaire dans les provinces afghanes est déplorable et les carences en moyens de communication font que les commandants locaux sont vraiment les maîtres dans leurs zones d'influence, même s'ils risquent à tout moment d'être renversés par un rival. L'Etat central aspire cependant à responsabiliser les seigneurs de guerre afin que leur légitimité régionale permette un désarmement des milices armées et qu'ils prennent conscience de leur rôle politique.

II. La situation sécuritaire hors des zones tribales pashtounes

A. Kaboul

1) La présence internationale

En 1992, les moudjahiddines prennent le contrôle de la capitale afghane avec pour objectif affiché d'y ramener la paix. Pourtant, jusqu'en 1996 et l'arrivée des Taliban, les factions rivales⁴ se disputent la ville (qui gardera longtemps les stigmates de ces affrontements urbains) et sont à l'origine d'un nombre important d'exactions (meurtres, viols, pillages) qui restent encore à l'esprit des Afghans. Après le renversement du régime des étudiants fondamentalistes en novembre 2001, l'Alliance du Nord, portée par la communauté internationale, revient en position de force en dépit de son lourd passif. Afin de protéger la vie et l'honneur des Kaboulis, l'accord de Bonn a prévu de mandater des forces spéciales de sécurité dans la capitale, l'ISAF, qui doit construire les fondations d'une stabilité durable dans la capitale, afin d'étendre éventuellement son activité à l'ensemble du territoire.

Dix-huit mois plus tard, le bilan de ce nouvel organe est très controversé. Aucun pays n'a souhaité le diriger après les Pays-Bas et l'Allemagne et c'est l'OTAN qui en prend le commandement en août 2003. C'est la première fois que l'Alliance Atlantique va opérer hors de l'Europe mais la donne ne sera pas modifiée car son rôle sera identique à celui de l'ISAF. Les difficultés des forces de la coalition tiennent en premier lieu à la stratégie pour le moins contradictoire de la communauté internationale, dont les objectifs n'ont pas été coordonnés. En effet, le rôle premier de l'ISAF est de ramener la sécurité dans Kaboul, ce qui passe nécessairement par le désarmement des milices influentes de la capitale. Pourtant, ce sont ces mêmes milices auxquelles l'armée américaine offre des armes pour continuer sur le terrain sa lutte contre les Taliban et Al Qaeda. Il n'est donc pas étonnant de constater la recrudescence des attentats dans la ville, qui visent à la fois à dénoncer l'intrusion étrangère sur le sol afghan (la base américaine de Bagram essuie régulièrement des attaques à la roquette ou des tirs épars et les convois de l'ISAF sont aussi une cible privilégiée des assaillants) mais aussi à affaiblir le gouvernement intérimaire (le Ministre de l'Aviation Civile Abdur Rahman a été tué en face de l'ISAF sur l'aéroport de Kaboul en février 2002 et le Vice-Président et Ministre des Travaux Publics, Haji Abdoul Qadir, a été assassiné devant les locaux de son ministère en juillet 2002). Des commandants affiliés au Hezb-e Islami

⁴ Les combats opposent surtout le Jamiat-e Islami de Massoud/Rabbani au Hezb -e Islami de Hekmatyar et sont arbitrés par le Junbesh-e Melli de Dostom, qui changera incessamment d'alliance pour finalement soutenir Massoud jusqu'à l'arrivée des Taliban.

d'Hekmatyar sont soupçonnés d'être derrière la majorité des attentats mais des officiels du Jamiat-e Islami pourraient être à l'origine des précédents assassinats⁵.

Ceci dit, tous les problèmes sécuritaires de la capitale sont liés à des intérêts politiques et concernent davantage les hautes sphères de l'Etat que la population civile. Sans faire de cette affirmation une généralité, il est indéniable que les patrouilles de l'ISAF préviennent tous débordements à l'encontre de minorités comme c'est fréquemment le cas dans les provinces. Néanmoins, la guerre a traumatisé certaines couches de la population sévèrement touchées par l'intolérance et le mépris des combattants, qui sont désormais susceptibles de se venger sur de nouveaux innocents⁶. L'engrenage de la violence est un mal récurrent en Afghanistan : on pourrait quasiment simplifier la situation sécuritaire de Kaboul en disant qu'officiellement, personne n'a de craintes mais qu'officieusement, chacun «risque sa peau». Pour autant, les Kabouli dans leur grande majorité ont pour l'instant d'autres préoccupations que l'assouvissement de certaines rancoeurs.

2) Les hommes forts de la ville

Le contrôle de Kaboul représente un pouvoir sur tout l'Afghanistan. Si l'ISAF et le soutien officiel américain procurent à **Hamid Karzaï** une force militaire et si sa position de chef du gouvernement intérimaire lui confère une certaine légitimité, le potentat des plus hautes sphères de l'Etat a été, au moins entre décembre 2001 et juin 2002 sous le gouvernement transitoire de Karzaï, le maréchal autoproclamé **Mohammad Fahim**, héritier de Massoud à la tête de la **Shura-i Nazar**. Les relations entre les deux hommes sont restées saines publiquement mais les intimidations se sont faites de plus en plus pressantes depuis que Karzaï a montré sa véritable intention de prendre les rennes du pouvoir en juillet 2002, en donnant l'ordre à Fahim de réduire la proportion de Panjsheris au Ministère de la Défense. Il est vrai **que les postes clés de l'Etat sont contrôlés par des Tadjiks souvent originaires du Panjshêr⁷ et que Fahim possède la puissance militaire la plus efficace** (armée, police et services secrets de l'Amniat-e Melli). Aujourd'hui, un bras de fer est engagé entre ces deux alliés des Américains pour exercer la plus grande influence politique et pour prendre les décisions importantes. Ces enjeux nationaux ne doivent pas occulter la situation sécuritaire de Kaboul où les principaux chefs de la police comme **Basir Salangi** et le **commandant Jurat**, sont issus de la faction Shura-i Nazar du parti Jamiat. Ces deux derniers sont d'ailleurs soupçonnés d'avoir commandité des fusillades dans des écoles de filles⁸.

L'autre force en présence dans la capitale ayant également appartenu au Front Uni (ou Alliance du Nord) est **Abdoul Rasoul Sayyaf**. Pashtoun originaire du district de Paghman (province de Kaboul) où il reste l'homme fort, cet ancien moudjahiddine de la guerre contre les Soviétiques (ancien allié de Massoud désormais peut-être moins proche de Fahim) est à la tête du parti radical wahhabite **Ittehad-e Islami, largement soutenu par les services secrets pakistanais et financé par l'Arabie Saoudite**. Il est accusé, bien qu'aucune preuve n'ait pu être apportée, que ses forces

⁵ Après l'assassinat de Rahman, Karzaï a accusé trois officiels de son propre gouvernement, tous du Jamiat, d'être impliqués dans l'affaire (journal *Dawn* du 28/02/02) et des spéculations accusent même le général Fahim dans le cas Qadir (*New York Times* du 29/07/02).

⁶ Pour étayer ce point important, il faut souligner que les Pashtounes possèdent traditionnellement un code d'honneur très ancien qu'ils respectent scrupuleusement dans leur majorité, appelé le Pashtounwali, qui contient un principe de rancune intemporelle (« œil pour œil, dent pour dent »). Les autres ethnies ont été très influencées par ce code au travers des siècles et se servent de ce dernier principe à l'encontre des Pashtounes pour se venger des tortures infligées par les Taliban.

⁷ Transcription plus correcte que « Panjshir » : « shêr » signifie lion en langue dari alors que « shir » veut dire lait.

⁸ Informations fournies par *Droits et Démocratie* sans qu'elles puissent être confirmées.

associées à des factions du Jamiat, sont liées au massacre et aux viols des musulmans chiïtes hazara dans le quartier d'Afchar Mina à Kaboul dans la nuit du 11 février 1993. Tous ses opposants politiques se trouvant dans sa zone d'influence peuvent avoir des craintes, au même titre que la gent féminine et les minorités⁹. Il a le profil type du seigneur de guerre qui change d'alliance pour se retrouver en position favorable et qui intimide les Chouras (conseils locaux des anciens) pour s'assurer une légitimité locale (dix jours avant les élections de la Loya Jirga de 2002 selon le journal anglais *The Telegraph*, il aurait invité les anciens de son district de Paghman chez lui, menaçant quiconque ne voterait pas pour lui « d'avoir la gorge tranchée »). Se référant à une application stricte de la charia, il prétend que l'Islam interdit la participation des femmes à la vie publique. Ceci se révèle très important dans la mesure où le président de la Cour Suprême, **Mawlavi Fazl Hadi Shinwari**, appartient à son parti et applique ses règles au système judiciaire afghan en ayant une influence certaine sur l'opinion publique. En effet, ce dernier affirme que le système juridique afghan repose sur la charia et préconise l'interdiction de l'éducation mixte pour les filles et les femmes dans tout l'Afghanistan. D'ailleurs, Mme Samar, vice-présidente et ministre de la Condition féminine de l'administration intérimaire de décembre 2001 à juin 2002, a été menacée et a perdu ses fonctions sous son autorité en raison de déclarations qu'il a jugées blasphématoires. L'homme fort de la justice afghane a également interdit des chaînes de télévision par câble pour avoir diffusé des émissions « non islamiques » à Kaboul et à Jalalabad.

D'autres personnalités ont un rôle moins influent à Kaboul car le contexte ne leur est pas favorable pour le moment. On présume par exemple que des commandants affiliés au Hezb-e Islami d'Hekmatyar sont présents dans la capitale et sa proche périphérie et représentent pour le leader fondamentaliste une force de frappe non négligeable.

Le commandant **Abdoul Malik**, surtout renommé pour ses retournements d'alliance et ses massacres dans le nord, se reconvertisse dorénavant en politicien dans la capitale. Allié de Dostom jusqu'en mai 1997, il l'a trahi pour créer une coalition avec les Taliban afin de reprendre les provinces du nord. Trompé par les fondamentalistes sur la répartition du pouvoir, il se retourne contre eux pour récupérer son dû, pillant au passage la ville de Mazar-e Sharif et massacrant des milliers de soldats taliban et des étudiants pakistanais enterrés dans des charniers.

Enfin, le **mollah Khaksar**, ancien ministre des services de renseignement taliban, aide désormais les Américains dans leur quête des leaders du mouvement obscurantiste, et jouit maintenant d'une certaine liberté pour diffuser ses idées, qui n'ont pas dû beaucoup évoluer depuis lors.

B. Nord

Le pouvoir en Afghanistan est une question d'influence, partagée entre les groupes solidaires. Si l'équilibre entre ces forces semble être une alternative pour que le gouvernement central garde l'ascendant, les jeux de pouvoir apparaissent bouleversés dans la mesure **où l'un des groupes solidaires, en l'occurrence les Panjsheris, a une emprise importante sur la puissance étatique**. C'est pourquoi la position du ministre de la Défense, le maréchal Fahim, est particulière puisque apparemment il agit davantage en seigneur de guerre qu'en leader national. De fait, de la vallée du Panjshêr, cœur névralgique de son pouvoir, il étend son influence dans une large partie nord-est de l'Afghanistan où il est très peu contesté (provinces Parwan, Baghlan, Koundouz, Takhar et Badakhshan). Fahim est l'héritier de Massoud sur les questions militaires et sécuritaires mais le **Dr Abdullah Abdullah**, ministre des Affaires Etrangères, semble tenir les rennes de la Shura-i nazar,

⁹ Rapport d'HRW : « Killing you is a very easy thing for us ».

organe qui administre toute la région. Ce Conseil de Supervision du Nord est une branche interne et à l'origine militaire du parti fondamentaliste Jamiat-e Islami de **Rabbani**, président pendant le règne de l'Alliance du Nord de 1993 à 1996. Ce dernier reste un acteur politique important bien qu'il ne fasse plus partie de l'administration dirigeante car il reste très proche des principaux ministres et des rumeurs courent qu'il distribuerait de l'argent en liquide à divers commandants locaux pour gagner leur soutien. D'ailleurs, les forces de Rabbani et de Fahim ont repris fin 2001 la vallée de Kaihan (province de Baghlan), centre religieux et militaire du groupe des Ismaéliens¹⁰ mené par Jafar Naderi après que ceux-ci aient tenu en siège la ville de Po-e Khori pendant sept semaines. Après sa défaite, la milice ismaélienne a rejoint celle du général Dostom dans la province de Balkh.

La Shura-i nazar est une véritable structure militaire dont le rôle a évolué selon le contexte politique mais qui peut être sans nul doute assimilée aujourd'hui à un mini gouvernement.

Soutenue financièrement, logistiquement et diplomatiquement par la **Russie**, l'**Inde** et, depuis septembre 2001 par les **Etats-Unis**, elle possède, contrairement à d'autres organisations, une véritable cohésion. Cohésion ethnique, quasiment régionale, car majoritairement composée de Tadjiks, cohésion dans sa classe dirigeante inamovible avec la présence de trois ministres importants du gouvernement central, tous anciens fidèles de Massoud (et tous Panjsheris : Fahim, Abdullah Abdullah et Qanouni) et cohésion organisationnelle puisqu'elle administre depuis vingt ans les provinces du nord-est et que l'allégeance aux commandants locaux peut être perçue sur le long terme. D'ailleurs, cette région traditionnellement résistante (contre les Soviétiques puis contre les Taliban) veut garder ce degré d'autonomie qu'elle a toujours eue, *de facto*. Dans ces zones montagneuses et reculées, **la justice est traditionnellement rendue par la Choura**, conseil local des anciens. Le commerce d'émeraude et de lapis-lazuli permet d'autofinancer son administration en parallèle à la recrudescence de la culture du pavot dans le Badakhshan depuis la fin du régime taliban. De plus, les revenus douaniers avec le Tadjikistan (qui n'est certes pas le principal partenaire commercial de l'Afghanistan) et dans une moindre mesure avec le Pakistan (la principale artère commerciale passe par Jalalabad) sont non négligeables même si ces sommes d'argent sont réclamés par l'autorité intérimaire depuis mai 2003. Ainsi, les héritiers de Massoud ont les moyens de gérer leur zone d'influence dans les secteurs de la santé, de l'éducation ou de la reconstruction, d'autant plus que le calme de la région, en terme de sécurité, comparé au reste de l'Afghanistan, attire davantage les organisations non gouvernementales.

En effet, les provinces du nord-est sont beaucoup plus sûres du fait de la puissance indiscutable de l'armée du Panjshêr. Des menaces existeraient cependant dans la ville de Koundouz et notamment sur ses routes périphériques où des hommes affiliés à Hekmatyar se seraient infiltrés, mais ils restent très marginaux. La majorité de la population soutient les leaders qui leur offrent protection. Plus de 3000 professeurs et étudiants ont malgré tout manifesté dans le district de Khwaja Ghaar, dans la province du Takhar, entre le 5 et le 7 octobre 2002 pour réclamer le paiement de leurs salaires, assuré normalement par une agence onusienne, mais détourné par des officiels locaux. Ceci montre la **difficulté pour un seigneur de guerre de fédérer autour d'une même ligne de conduite des responsables locaux pervertis par le goût du pouvoir**. Dès lors, il est difficile de savoir si les persécutions infligées à certaines minorités sont commanditées par les dirigeants ou si elles sont réalisées de manière autonome par un individu isolé. Toutefois ces mêmes seigneurs de guerre ont recours à de telles pratiques pour rester en position de force. Celui-ci s'exprime d'une manière différente et plus discrète à cette échelle mais il fait encore plus de ravages.

¹⁰ Glossaire « Partis Politiques » en annexe.

Ainsi, des exactions de la part des forces du Jamiat (souvent associées à d'autres factions appartenant aussi à l'Alliance du Nord) à l'égard de certaines minorités ont été soulignées, surtout pendant l'obscur période pré-Taliban¹¹. En avril 2002, Human Rights Watch a présenté en détail des **persécutions à l'encontre de Pashtouns** dans le district de Nahrin (certains commandants liés au Jamiat sont directement mis en cause dans des actions contre des Pashtouns des tribus Naseri et Wali Khel: les commandants Kurshed, Sher, Painsa, Taz Amin et Wakil) et la vallée de Kilagai (commandant Nasim Alam) dans la province du Baghlan, dans le district de Archi dans la province de Koundouz (commandant Qari Amin) et dans le district de Farkhar dans la province du Takhar. **Il ne s'agit pas d'actes isolés puisque des centaines de familles pashtounes ont dû fuir vers le sud mais ces atrocités ont été perpétrées aussitôt après la chute des Taliban, au moment même où les ressentiments à l'encontre des Pashtounes étaient les plus virulents.**

Si la domination des forces de Fahim est établie dans les régions du nord-est, le reste du nord du pays (provinces de Faryab, Jawzjan, Sar-i Pul, Balkh et Samangan) est divisé entre plusieurs factions qui tentent chacune d'accroître leur zone d'influence autour d'un centre de gravité, la ville de Mazar-e Sharif: il s'agit du **Jamiat-e Islami**, mené ici par **Mohammad Atta**, soutenu par Fahim, du **Junbesh-e Melli dirigé par Abdoul Rachid Dostom** et du **Hezb-e Wahdat, représenté par Mohaqeq et Sayedi**. Les affrontements ont été incessants depuis la chute des Taliban surtout entre les forces de Dostom et Atta (alliés contre les fondamentalistes, ils ont repris ensemble la ville de Mazar), tous deux membres du gouvernement intérimaire de Karzaï, en dépit des efforts de l'**UNAMA -Mission d'Assistance des Nations Unies pour l'Afghanistan-** et de la coalition internationale pour faire cesser les combats et désarmer les commandants des deux camps.

Décrire les zones d'influence territoriales de ces seigneurs de guerre s'avère particulièrement difficile car la mosaïque de commandants locaux affiliés à l'un ou l'autre des partis divise considérablement la région, d'autant plus qu'ils sont facilement corruptibles et qu'ils savent prendre des libertés. De grandes tendances se dessinent néanmoins : la province de Jawzjan est le fief traditionnel de Dostom, où il n'est pas contesté et possède le soutien de la population locale ; la province de Sar-i Pul a été créée en 1990 par Najibullah à partir des districts majoritairement hazara des provinces de Balkh, Samangan et Jawzjan, il est donc normal de retrouver en position de force le parti chiite à dominance hazara du Hezb-e Wahdat ; enfin, Mohammad Atta prolonge l'influence de Fahim à partir de Koundouz jusqu'à Mazar-e Sharif, qu'il contrôle officiellement mais où les trois grandes factions sont présentes. Ceci dit, ces grandes tendances sont régulièrement contestées par des affrontements qui créent un climat d'insécurité dans toute la région. Des vagues de combats succèdent à des périodes de cessez-le-feu depuis la chute des Taliban, les accords sur les programmes de désarmement initiés par le gouvernement central et supervisés par l'UNAMA n'ayant pas vraiment de succès. Voici une liste non exhaustive des commandants imposant leur autorité dans ces provinces du nord, ainsi que la localisation et l'évolution des péripéties belliqueuses de la zone.

¹¹ Par exemple, un rapport du Département d'Etat Américain a révélé des pillages et des viols de la part des factions de Massoud en 1995 quand elles ont repris le quartier hazara de Karte Seh à Kaboul.

Sar-i Pul



- Le 6 mai 2003 :

Dans le district de Balkhab, des forces du Hezb-e Wahdat affrontent des forces du Harakat-e Islami.

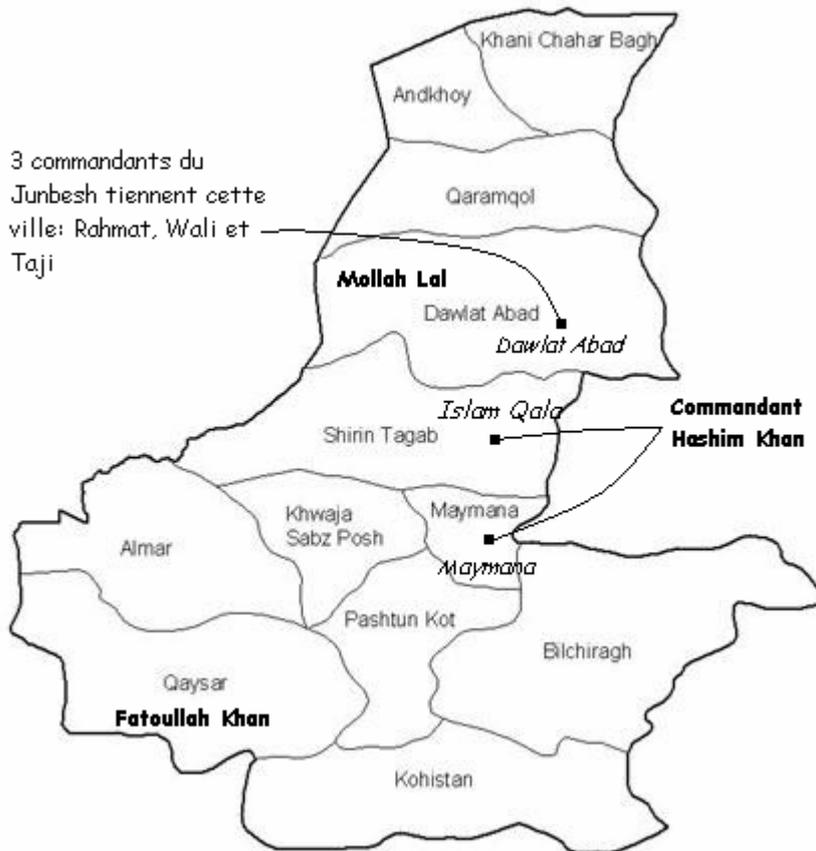
- Du 15 au 18 mai 2003 :

Le commandant Zarif, du Junbesh, conquiert la vallée de Gosfandi au commandant Karim du Jamiat.

- Fin juillet 2003 :

Deux factions internes du Hezb- Wahdat (la Wahdat contre Akbari) s'affrontent à Qawak. Les villageois doivent fuir.

Faryab

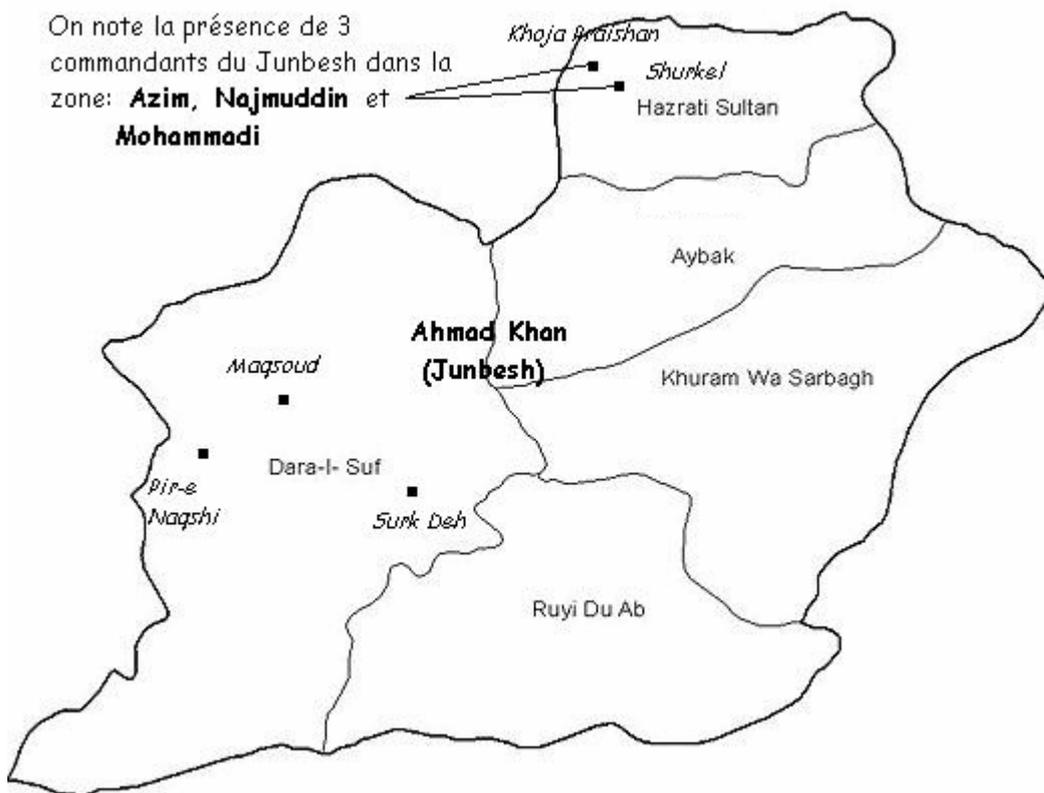


Cette province est très largement dominée par le Junbesh. Ses forces ont tenté de désarmer Nabi Sherzad, du Jamiat, mais ont rencontré une forte opposition. Le commandant Gulam Farouq, également du Jamiat, a été tour à tour attaqué dans le district de Pashtun Kot en mars 2003 et à Maymana par Hashim Khan début avril. La commission afghane des droits de l'Homme a aussi dénoncé des abus du chef de police Abdul Jalil Bakhtawa dans l'ouest de la province.

Fatoullah Khan est le commanditaire de nombreux pillages dans des villages pashtounes. L'article « Fatoullah, roi des menteurs » sur le site iranreporter.com fournit des détails sur le potentat du district de Qaysar.

Samangan

On note la présence de 3 commandants du Junbesh dans la zone: **Azim, Najmuddin** et **Mohammadi**



Si le Junbesh-e Melli contrôle une grosse partie du Samangan avec Ahmad Khan comme chef du conseil de sécurité de la province, des commandants affiliés à plusieurs partis sont présents et se livrent à une lutte d'influence :

- Des combats ont eu lieu entre des forces du Jamiat loyales à Atta et celles du Junbesh de Dostom à Pir Naqshi début octobre 2002, amenant de nombreuses familles pashtounes à s'exiler vers la province voisine de Balkh. Ils continuent dans la zone de Maqsoud le mois suivant.
- Les factions du Hezb-e Wahdat et du Harakat-e Islami se sont affrontées à Surk Deh en avril 2003.

Balkh



Des commandants du Junbeh-e Melli, du Jamiat-e Islami et du Hezb-e Wahdat sont à l'origine des persécutions à l'égard des Pashtouns fin 2001, courant 2002, essentiellement dans les districts de Dawlat Abad, Chahar Bolak, Balkh et Chintal.

Des combats ont opposé le commandant Mohammad (Junbesh) et le commandant Khulam (Jamiat) à Mirgin faisant 6 morts le 11 mai 2003.

Le Jamiat récupère le village de Charkh Ab le 11 juin 2003.

Le commandant Chahis, fidèle à Dostom depuis 15 ans, est tué dans le district de Chahar Bolak le 15 avril 2003.

Mohammad Atta est un pur produit de la Shura-i Nazar, c'est-à-dire un commandant militaire soutenu par des commandants locaux sur la base d'une identité régionale et ethnique, les persanophones sunnites. **Il est soutenu par Fahim** et l'administration des régions qu'il contrôle suit le modèle du Panjsheri, adapté aux ressources locales. Par l'intermédiaire du ministre de la Défense, **il a besoin du support de l'Etat central pour récupérer armes et argent et c'est pourquoi la rivalité entre Atta et Dostom place le gouvernement en position de médiateur.** Voici un exemple tendant à démontrer que les seigneurs de guerre ne cherchent pas systématiquement à défier l'Etat central mais le considèrent plus comme un arbitre, voire un soutien, afin d'étendre leur pouvoir aux dépens d'un rival. Ceci explique aussi pourquoi Dostom a accepté de diriger la commission de désarmement.

De fait, le **général Abdoul Rachid Dostom** a souvent réussi à tirer le meilleur parti de ses alliances, pour ensuite, dans la majeure partie des cas, les renier ; même s'il est vrai qu'en Afghanistan, tout le monde a trahi tout le monde à un moment ou à un autre. Il a été tour à tour l'allié de chacun des belligérants en présence (Massoud, Hekmatyar, les Taliban puis de nouveau Massoud) et se fit rétribuer par tous les pays impliqués (la Russie, l'Ouzbékistan, l'Iran, le Pakistan et la Turquie), pour aujourd'hui faire partie du gouvernement intérimaire en tant que **vice-ministre de la Défense**, appuyé par ses fidèles alliés l'**Ouzbékistan** et la **Turquie**, et depuis septembre 2001, par les **Etats-Unis**. Cet opportuniste est présent dans la région de Mazar-e Sharif depuis plus de vingt ans, et même si sa zone d'influence s'est amoindrie par rapport à une certaine époque, il possède une longue expérience dans la manière de la gérer. Ainsi, à l'heure actuelle, il dispose d'une légitimité quasi inamovible dans son fief de Sheberghan, principale ville de sa province natale du Jawzjan, qui lui sert de point d'appui pour étendre son influence dans les provinces alentour. Karzaï a eu beau tenter de l'éloigner de sa région de prédilection en lui proposant en mai 2003 un poste à Kaboul de conseiller spécial pour la sécurité et les affaires militaires, il a courtoisement refusé pour se consacrer pleinement à la gérance de sa province. Avant l'arrivée des Taliban, contrairement à d'autres chefs de guerre, Dostom avait mis sur pied une administration efficace qui assurait les services de santé et d'éducation. Quelques 1800 jeunes filles, souvent habillées à l'occidentale, étudiaient à l'université de Balkh à Mazar-e Sharif, la seule qui fonctionnait dans le pays. La ville sainte possédait en outre sa propre monnaie et un grand aéroport qui ont permis d'accroître les échanges commerciaux (Dostom avait même créé sa propre compagnie aérienne Air Balkh). L'invasion talibane, par à-coups dans cette région, a changé la donne mais l'adoration des populations ouzbèks et turkmènes est restée la même pour celui qu'on surnomme « Padishah » (grand roi), ce qui lui confère une légitimité sans conteste, en dépit des atrocités qu'il a pu commanditer par le passé. Il est en effet soupçonné d'avoir tué plusieurs milliers de combattants taliban en les transportant dans des conteneurs sans aération et les exactions les plus graves ont été commises dans la prison de Sheberghan. Selon l'ONU, il aurait emprisonné et torturé des témoins pour les empêcher de le dénoncer devant une commission d'enquête pour crime de guerre.

Aujourd'hui, Dostom veut renforcer sa position de souverain sur la région. Pour ce faire, il contrôle notamment le poste frontière d'**Hairatan**¹², principal point d'entrée en Afghanistan à partir de l'Asie Centrale, qui génère des revenus douaniers considérables sur les marchandises importées. Les taxes d'importation rapportent quotidiennement 200 000 dollars, dont la moitié serait directement destinée à Dostom selon diverses estimations. Pour ménager ses ennemis et ainsi préserver ses affaires, le général ouzbek reverse le reste aux factions rivales du Jamiat (33%) et du Hezb-e Wahdat (17%). Depuis fin mai 2003, Karzaï tente de neutraliser ses revenus mais ses

¹² A 70 km au nord de Mazar-e Sharif, ce poste est frontalier avec la ville ouzbèk de Termez sur le fleuve Amou-Daria.

moyens d'action restent modestes (il a menacé de démissionner) et prendront un certain temps avant d'avoir un véritable effet. Par ailleurs, le complexe industriel en théorie propriété de l'Etat de Koti Bark (ouest de Mazar), alimenté en gaz à partir de Sheberghan, qui produit notamment des engrais, génère également 200 000 dollars par jour, que se partagent les trois factions : 40% pour le Junbesh, 30% pour les deux autres. C'est dire que **financièrement, Dostom reste indépendant** : il a donc les moyens de mener la politique qu'il entend même si ses positions guerrières semblent s'adoucir et qu'il dirige le processus de désarmement des milices dans le nord.

Néanmoins, malgré ses approches libérales vis-à-vis du statut de la femme et ses nouvelles inspirations démocratiques (qui sauront satisfaire l'allié américain), le chef ouzbek reste impliqué dans des exactions. Des commandants affiliés au parti qu'il préside, le Junbesh-e Melli, sont impliqués avec des commandants du Jamiat (liés à Atta) dans les persécutions subies par les Pashtouns dans tout le nord de l'Afghanistan dans les semaines suivant la chute des Taliban. **Des actes de tortures, de viols et de pillages dans les villages pashtouns ont été relevés dans une grande partie des districts contrôlés par le Junbesh**, et même si Dostom a remplacé certains de ses commandants aux comportements abusifs dans la province du Faryab, l'ampleur du phénomène montre que le seigneur de guerre a en partie cautionné ces actes. Il en est de toute façon responsable. Voici la localisation et les auteurs de certaines persécutions répertoriés par HRW :

- ? Province de Balkh : district de Charbolak, villages de Nauwarid Janghura, Kakrak et Khanabad (commandants Lal, Kara et Zaker). District de Dawlatabad, villages de Koter Ma, Nagara Khan (commandant Majid Rouzi) et Hashimabad.
- ? Province de Faryab : vallée de la Shoor Darya (commandants Rahmat, Wali et Taji). District de Shirin Tagab, village de Islam Qala (commandant Hashim).
- ? Province de Samangan : district de Hazrat-i Sultan, villages de Shurkul (commandants Azim et Najmuddin) et de Khoja Pirshan (commandant Mohammadi). District de Aïbak, villages de Hassan Khel (commandant Ahmad Khan) et de Ghazi Mullah Qurban.

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive, on peut légitimement penser que beaucoup d'autres villages pashtouns ont été touchés par les abus des commandants du Junbesh, notamment dans la province du Jawzjan.

La troisième grande force dans le nord-est **le parti chiite du Hezb-e Wahdat**. Surtout présent dans la province de Sar-i Pul¹³, son leader régional **Mohammad Mohaqqueq**, ministre du Plan, a proposé un projet d'unification des districts hazara des provinces de Ghor, Orouzgan et Ghazni pour former une zone centrale Hazara, refusé par Karzaï car jugé pour l'heure trop provocant à l'égard des Pashtouns. Les milices hazaras ont d'autre part une influence non négligeable dans la province de Balkh jusqu'à Mazar-e Sharif, où elles partagent le pouvoir avec les deux autres factions. Quelque peu contesté par le Harakat-e Islami de Asef Mohseni, l'autre grand parti chiite du pays (avec plusieurs personnes appartenant à la communauté qizilbâsh), notamment dans le Sar-i Pul et le Samangan, **le soutien privilégié de l'Iran confère une forte légitimité à Mohaqqueq parmi les Hazara**. Cette ethnie qui a souffert de persécutions durant de nombreux siècles est soucieuse de retrouver une place digne dans la société et veut par conséquent préserver ses intérêts au niveau national et régional, ce qui explique son affirmation dans la troisième ville

¹³ Province créée en 1990 à partir des districts à dominance hazara des provinces alentours.

du pays. Ceci étant, nombre de ses membres n'ont pas oublié toutes les tortures subies pendant le règne taliban¹⁴ et ont été les grands instigateurs des vengeances à l'encontre des Pashtouns fin 2001 et début 2002 :

- ? Province de Balkh : district de Chintal (commandant Rajab), village de Bargah-e Afghani et de Yengi Qala (commandant Abdullah Chatagh). District de Balkh, ville de Balkh (certainement un commandant de la police locale), villages de Turwai Kai, de Aghab-e Godam et de Spin Kot. District de Dawlatabad, village de Pai-e Mashad Afghani (commandants Anwar, Musa, Baseri et Olan Shah).
- ? Des actes similaires ont eu lieu dans la province de Sar-i Pul (districts de Sozma Qala et de Sayyad) et ont conduit au déplacement de centaines de familles pashtounes vers des camps de réfugiés dans le sud du pays où les Pashtouns sont majoritaires.

C. Ouest (Badghis, Hérat, Farah, Ghor, Nimrouz)

L'ouest afghan est toujours resté une région hautement stratégique avec des enjeux propres, dont l'épicentre Hérat a été une place commerciale, politique et militaire après s'être révélée en tant que capitale culturelle et artistique. Son actuel leader, **Ismaël Khan**, est le seigneur de guerre qui possède la plus grande zone d'influence d'Afghanistan, des provinces de Badghis et de Ghor en longeant la frontière iranienne avec les provinces de Hérat et Farah, jusqu'à la province tampon du Nimrouz, partagée entre sa domination et celle de tribus pashtounes. L'homme fort de la région, **d'origine tadjik, officiellement gouverneur d'Hérat et membre très indépendant du Jamiat-e Islami**, est un personnage très controversé qui tire une légitimité de son passé de moudjahiddine (il possède très peu de liens avec un groupe solidaire contrairement à Fahim ou Dostom). Il ne cesse de faire l'éloge des martyrs de la guerre, de ressasser un vécu de commandant qui aura vaincu la superpuissance soviétique et les oppresseurs taliban (lui-même a été fait prisonnier de 1997 jusqu'au printemps 2000, date à laquelle il s'est évadé des geôles de Kandahar pour se réfugier en Iran) pour finalement occulter le rôle prépondérant de sa ville et de toute sa région dans le processus de reconstruction. Pourtant, les enjeux financiers qui se jouent dans cette partie du pays se révèlent primordiaux et pourraient offrir de belles perspectives d'avenir pour la population en terme d'emplois et d'amélioration du niveau de vie si les géostratégies étrangères évoluaient dans le sens des intérêts locaux. En effet, les revenus douaniers avec l'Iran sont considérables (selon les estimations, les recettes s'élèveraient entre 600 000 et un million de dollars par jour) et le projet de gazoduc entre le Turkménistan et le Pakistan est plus que jamais à l'ordre du jour. Ismaël Khan, lui, a une attitude pour le moins ambiguë qui sert indéniablement à la conservation de son pouvoir : il sait qu'**il a besoin du soutien de Kaboul pour asseoir une légitimité aux yeux de la communauté internationale** mais il n'entend pas se faire dicter sa conduite. D'un côté, il accepte la présence d'un gouvernement central, à qui il a donné officiellement allégeance mais de l'autre, il ne lui reverse que 50 000 dollars¹⁵ par jour sur les taxes douanières qu'il prélève et nomme lui-même les officiels de la région. Pour ce faire, il peut compter sur le **soutien du voisin iranien**, ce qu'il nie pourtant catégoriquement. Avec 900 Km de frontière commune et des liens historiques très forts, il apparaît normal que l'influence commerciale et sociale de l'Iran, comme puissance régionale et « nostalgique » de « Grand Khorasan », se fasse ressentir. Par exemple, la monnaie

¹⁴ Les Hazara ont connu des vagues de terreur, initialisées par les étudiants fondamentalistes dans les districts de Bamyan (juin 2001) et Yakaolang (janvier et juin 2001), près du passage de Rotabak (Samangan) en mai 2000, dans le district de Dara-i Suf l'été 1999 et à Mazar-e Sharif en août 1998.

¹⁵ Depuis mai 2003 et la menace de démission de Karzaï, Ismaël Khan a reversé 20 millions de dollars au gouvernement.

iranienne trouve sa place à côté de l'afghani dans les bazars de la région et une nouvelle route est presque terminée entre Hérat et la frontière. Par ailleurs, on soupçonne des liens entre Ismaël Khan et les forces militaires du Sepah-e Pasdaran, branche parallèle de l'armée régulière iranienne menée par des mollah du gouvernement, qui offriraient essentiellement un soutien logistique (militaire) et diplomatique. De plus, comme beaucoup d'autres seigneurs de guerre, Ismaël Khan a reçu l'aide militaire et financière des Américains pour vaincre les Taliban et il a gagné auprès de ceux-ci une image de souverain intègre dont d'autres chefs pourraient tirer enseignement.

Pourtant, Ismaël Khan reste un commandant aux prises de position obscures qui cherche avant tout son propre intérêt. L'illusion vient des bénéfices financiers dont profite l'autoproclamé « Emir d'Hérat » pour mener une gestion de la région peut-être plus responsable. En effet, il a indéniablement fait des efforts pour la reconstruction de sa zone (Karzaï l'estime à 30% du total des revenus) et réhabilité les secteurs en péril de la sécurité, de la santé et de l'éducation pour répondre aux attentes de la population civile. Tout d'abord, il possède une armée estimée à 25 000 hommes, sensée apporter protection aux habitants des provinces concernées et pourtant appuyée par l'**Amniat-e Melli**, le service de renseignement afghan, puissant dans cette partie du pays. Une telle force saura intimider d'éventuels opposants et permettra une certaine stabilité de la région ; quoi qu'il en soit, une atmosphère apparente de sécurité règne quasiment depuis un an à Hérat, même entre ethnies cohabitantes bien que les forfanteries de langage d'Ismaël Khan et le secret qui entoure les actions de l'Amniat dissimulent certaines réalités embarrassantes. Par ailleurs, il a scolarisé 200 000 enfants, résultat qui n'aurait pu être obtenu sans une participation active des femmes, également recensée dans le domaine de la santé. La reconstruction des routes et des bâtiments a aussi avancé comme nulle part ailleurs en Afghanistan.

Ces avancées ne doivent pourtant pas occulter des opinions, certes communes en Afghanistan, mais portant atteinte aux droits fondamentaux des personnes et surtout des femmes. Ismaël Khan représente la loi dans sa zone d'influence et a mis en place un nombre considérable de restrictions et d'interdictions basées sur la charia. **Il a rétabli une police religieuse dans Hérat** similaire à la police des Vices et de la Vertu sous les Taliban, laquelle empêche la vente de vidéos et de posters occidentaux ou indiens. Les femmes sont obligées de porter le tchadri ou un tchador ne laissant entrevoir que les yeux, les hommes ne peuvent mettre de cravates et les mariages ne peuvent se tenir dans les restaurants. Depuis le 10 janvier 2003, les hommes n'ont plus le droit d'enseigner à des femmes ou des filles dans des cours privés, mettant en péril le rattrapage de cinq ans d'éducation prohibée par les Taliban pour les jeunes filles. Le droit d'expression, notamment pour les journalistes, est très largement bafoué (il n'y a pas de censure directe mais les autorités provinciales contrôlent les publications grâce au nombre très limité d'imprimeries à Hérat). Ainsi, Ahmad Behzad a créé en février 2003 une association locale de journalistes pour défendre leurs droits et intérêts, mais il a été physiquement attaqué et expulsé le 24 mars suivant par les forces de sécurité.

Dans son rapport : « All our hopes are crushed », HWR répertorie et localise tous les actes d'intimidation politique, de violation de libertés, de tortures et d'arrestations arbitraires qui se sont déroulés dans les provinces contrôlées par Ismaël Khan. Depuis sa publication, l'Emir d'Hérat est beaucoup plus prudent sur les questions des droits de l'Homme. Il a expliqué notamment que, 70% des Afghans possédant des armes, il était impossible que les droits de l'Homme soient respectés comme dans les pays occidentaux, d'autant plus qu'il faut faire face à la montée de la propagande de certains fondamentalistes extrémistes.

Ceci étant, il tolère l'existence de la «choura des professionnels », conseil local de 800 membres réunissant intellectuels, juristes, médecins, professeurs, hommes ou femmes, lié à l'UNAMA et à la diaspora afghane pour débattre des problèmes quotidiens. Il affirme également vouloir favoriser des élections libres comme l'élection du maire d'Hérat Modjadiddi en décembre 2001. Cependant, il faut prendre les déclarations d'un seigneur de guerre avec les précautions d'usage, d'autant plus dans le cas présent, car Ismaël Khan, qui prône un retour rapide à la stabilité en Afghanistan, est le premier à être engagé dans des luttes d'influence.

En effet, son pouvoir est contesté par des commandants pashtouns qui combattent officiellement pour protéger les villages pashtouns d'éventuelles exactions. C'est le cas de **Karim Khan** dans le district de Ghoryan à 40 Km à l'ouest d'Hérat où les deux parties s'accusent mutuellement de pillages et de contrebande (la confrontation a été virulente durant l'été 2002). Les combats les plus récurrents ont lieu à Zer Koh, à une dizaine de kilomètres de l'ancienne base soviétique hautement stratégique de Shindand, entre les forces d'Ismaël Khan et celles de **Amanoullah Khan** pour des intérêts économiques, Shindand étant une clé pour contrôler une partie de l'important trafic commercial entre l'Afghanistan et l'Iran. Enfin, des affrontements se sont déroulés dans le district de Bala Morghab (province de Badghis) entre **Juman Khan**, loyal à Ismaël Khan, et une coalition de factions non identifiées début avril 2003, causant la mort de nombreux civils.

D. Centre

Les hauts plateaux du centre de l'Afghanistan sont le fief traditionnel des populations Hazara. Leurs traits mongoloïdes et leur confession chiite les ont exposés à de nombreuses persécutions de la part des ethnies majoritaires Tadjik mais surtout Pashtoun, l'épisode Taliban ayant été particulièrement sanglant. Aujourd'hui, les partis chiites ont pris l'ascendant dans la province de Bamyan et les districts alentour peuplés en grande partie d'Hazara. Le plus influent est le Hezb-e Wahdat dirigé par le vice-président du gouvernement intérimaire **Karim Khalili**. Depuis que **Sayed Mohammed Akbari**, d'ethnie Qizilbâsh, a formé une faction indépendante à l'intérieur du Hezb-e Wahdat en 1998 (appelée Hezb-e Wahdat Akbari) pour se vendre aux Taliban, l'homogénéité ethnique du parti est devenue plus prononcée et, même si certains commandants ne reconnaissent toujours pas le leadership de Khalili, il n'est pas exagéré d'affirmer que le Hezb-e Wahdat est l'unique vrai parti ethnique en Afghanistan. De fait, on peut considérer Khalili non pas tant comme un seigneur de guerre mais plutôt comme le chef régional d'un mouvement politique. Ainsi, il préside une des rares organisations à avoir développé une administration civile embryonnaire, assumant la gestion d'écoles. Néanmoins, le soutien inconditionnel de l'Iran qui veut protéger la minorité chiite en Afghanistan donne un poids non négligeable au Hezb-e Wahdat au niveau national et une assise totale dans les hauts plateaux du centre du pays, ce qui n'est pas sans rappeler les traits caractéristiques d'un seigneur de guerre. Si la légitimité de Khalili émane de son groupe solidaire qui semble en grande majorité satisfait de la gérance de la province, la domination quasi unilatérale du parti dans la région de Bamyan peut exacerber les tensions avec les contestataires et les communautés minoritaires. Ainsi, le district de Kahmard (nord-est de la province de Bamyan, parfois considéré comme intégré dans la province de Baghlan) échappe encore au contrôle total du Wahdat car, selon le bureau des Nations Unies dans la région, il est peuplé à 85% de Tadjik, 8% d'Hazara, 6% de Tatar et 1% de Pashtoun. Cette composition ethnique a suscité des rivalités et des conflits armés entre **Toufan**, un Tadjik rallié à la cause de Khalili et le **commandant Rahmatullah** du Jamiat allié de **Mollawi Islamuddin**, gouverneur de la province de Samangan qui veut étendre son influence jusqu'au district de Kahmard. La zone est tombée entre les mains de Rahmatullah, impliqué dans les exactions taliban passées, après des

combats intensifs en juin 2002 où l'ONU a constaté de nombreuses violations des droits de l'Homme. Les tentatives de Toufan pour reprendre le contrôle du district ont été courantes depuis.

Les ressentiments entre Tadjik et Hazara sont assez exacerbés dans cette partie du pays et des rivalités liées à la propriété terrienne et commerciale sont fréquentes, même si le phénomène a atteint son paroxysme juste après la chute des Taliban lors du retour des réfugiés. Ceux-ci, toute ethnies confondues, réclamaient la réhabilitation de leurs biens à leur retour mais ont fait face à de nouveaux résidents récalcitrants. La tension entre les deux ethnies était déjà palpable en raison de l'allégeance d'un certain nombre de Tadjiks au mouvement Taliban et leur participation aux persécutions subies par les Hazara. La rancune de ces derniers se manifeste également à l'encontre des Pashtouns, minoritaires dans la région, qui ont connu des représailles dans le sud de la province de Bamyan.

Par ailleurs, une lutte d'influence oppose le Hezb-e Wahdat et l'autre grand parti chiite d'Afghanistan, le Harakat-e Islami ou Mouvement Islamique dirigé par l'ayatollah **Asef Mohseni** qui réunit une part importante de personnes appartenant à **l'ethnie Qizilbâsh**. Si Mohseni est officiellement favorable comme Khalili à l'affirmation du pouvoir central et au processus de désarmement des milices régionales au profit d'une armée nationale, il n'en reste pas moins que des combats ont opposé les deux factions en avril 2003 dans la province de Samangan et que des manœuvres d'intimidation sont fréquentes, notamment à Mazar-e Sharif où les deux forces sont présentes. Apparemment, ces affrontements sont issus d'un processus de désarmement particulièrement difficile à mettre en œuvre du fait de la mauvaise volonté de certains commandants, qui ont peur de se faire léser et de perdre leur main mise locale.

III. La situation sécuritaire dans les zones tribales pashtounes

Les Pashtouns, majoritaires en Afghanistan, se concentrent essentiellement dans un arc de cercle reliant la province de Nimrouz à la province du Kounar. La structure de cette ethnie est découpée en tribus, clans et grandes familles et s'articule autour d'une domination sur les organes d'Etat que les Pashtouns ont toujours exercée au travers des siècles. Ce découpage multiplie les jeux de pouvoir et crée une myriade de commandants locaux recrutant chacun dans leur groupe solidaire. Cependant, c'est l'intervention d'une puissance extérieure qui permet à l'un de ces commandants de dominer tous les autres, et contrairement aux analyses de nombreux observateurs occidentaux, **ce n'est pas tant la structure dite « féodale » de l'Afghanistan mais davantage l'ingérence étrangère tirant profit de cette organisation traditionnelle qui alimente rivalités et frustrations**. Par ailleurs, les milices tribales n'ont jamais essayé d'établir une administration civile mais ont toujours compté sur des institutions issues du passé, les **jirga**¹⁶ ou conseils tribaux, pour régler les différends.

A. Sud

Aujourd'hui, le plus fort est celui qui certes possède un groupe solidaire influant mais surtout qui gagne le soutien des acteurs principaux (en l'occurrence l'Etat central afghan et l'armée américaine) et qui est capable de profiter des manques de coordination entre eux. Concrètement, l'homme fort du sud du pays (que l'on délimitera de la province du Nimrouz

¹⁶ Les termes choura et jirga sont synonymes, la jirga est un mot pashtoun qui s'applique donc davantage pour le zone tribale pashtoune.

jusqu'à la province du Zaboul, en remontant jusque dans le sud de la province d'Orouzgan) est **Gul Agha Shirzaï**. Gouverneur de la province de Kandahar avant 1994, il ne pouvait se sortir de luttes d'influence intempestives affaiblissant son autorité, qui ont offert un terrain propice à l'émergence du mouvement fondamentaliste taliban. Revenu en novembre 2001, il devient l'allié des Etats-Unis et reprend la deuxième partie du pays en compagnie des forces du **mollah Naqibullah**, avec lesquelles il y aura quelques altercations. Quelques temps après, la jirga locale désigne Gul Agha gouverneur de Kandahar et l'ancien moudjahiddine, le commandant et mollah Naqibullah, responsable des affaires administratives, un poste moins important. Le 16 août 2003, Karzaï destitue Gul Agha de son poste de gouverneur, remplacé par **Yusuf Pashtun**, pour tenter de contrecarrer son influence et réhabiliter l'image de son gouvernement dans le sud.

Par ailleurs, le général **Khan Mohammad** est nommé commandant militaire de toute la province de Kandahar et contrôlerait une force de huit à dix mille hommes alors que **Haji Bashar**, un ancien proche du mollah Omar est resté dans la ville pour préserver ses intérêts financiers liés au commerce de l'opium. D'autre part, **Wali Karzaï** (tribu des Popolzaï) a été envoyé par son frère Hamid pour superviser la région. Dès lors, le pouvoir de Gul Agha demeure très fragile. De fait, il appartient à un clan mineur de la tribu des Barakzaï alors que les chefs locaux des forces armées et de la police (dont Khan Mohammad et Naqibullah) appartiennent à la tribu des Alkozaï, la plus influente. Ces derniers soutiennent le gouverneur parce qu'il les paie bien, mais si un conflit survenait avec le mollah Naqibullah, nul doute qu'ils feraient allégeance à leur tribu. D'autres commandants, déjà protagonistes de la période pré taliban et souvent issus de tribus différentes, gardent une influence sur certaines zones très localisées, où certains cultivent des *check points* sur les routes du sud pour financer leur légitimité. Ainsi, les commandants affiliés au Hezb-e Islami, **Haji Asadullah** et **Sarkatib**, sont soupçonnés de semer la terreur sur la route entre Kaboul et Kandahar et le commandant **Habibullah Khan**, a priori indépendant, a repris l'artillerie taliban à Bagh-i Pul pour s'imposer dans son district natal d'Arghandab. Nombre de personnalités restent au premier plan pour contester discrètement le pouvoir du seigneur de guerre Gul Agha Shirzaï, et au-delà, pour rejeter la présence américaine et l'emprise panjsheri sur les institutions nationales.

Dans un tel climat d'hostilité, difficile de mener à bien la reconstruction de la région et de fédérer la population autour d'un projet commun. De fait, le processus est très en retard dans le sud si on le compare aux avancées faites dans le nord et l'ouest, surtout parce que nombre d'ONG ont quitté la zone, apeurées par d'éventuelles représailles, comme cela a été le cas avec la mort d'un membre italien de la Croix-Rouge en mars 2003. Quand elles restent, elles se cantonnent à Kandahar et évitent au maximum les routes susceptibles d'être fréquentées par les pilleurs. Gul Agha n'a aucune emprise sur la vie civile et ne peut administrer les secteurs essentiels de la sécurité, de l'éducation ou de la santé (son successeur est là pour faire mieux). Plus concentré sur ses rodomontades que sur les besoins de la population, il laisse le champ libre à la diffusion des idées extrémistes qui renforcent certains commandants, ceux-là mêmes qui ont donné allégeance aux Taliban et qui seraient susceptibles de recommencer. A titre d'exemple, en juillet 2002 selon l'ONU, seuls 45% des enfants étaient scolarisés, dont moins de 10% des filles, pendant que 50% de la population du sud souffrait de malnutrition.

Si, grâce au soutien américain, Gul Agha Shirzaï reste l'homme fort de Kandahar, les autres provinces du sud sont beaucoup plus morcelées en terme de pouvoir. Certes, la province très pauvre de Zaboul est contrôlée unilatéralement par la milice du gouverneur **Hamidullah Tokhi** mais une partie des provinces de Nimrouz et Orouzgan et la province de Helmand restent très divisées. Le gouvernement a nommé des chefs de district qui possédaient parfois déjà une légitimité et qui savent donc se faire respecter, mais la hiérarchie est bien plus souvent bouleversée

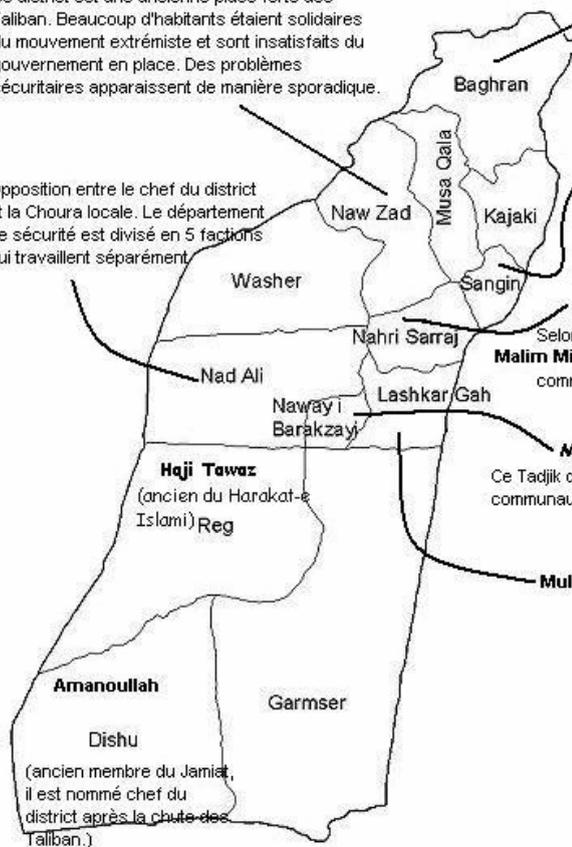
par de fortes personnalités militaires ou religieuses. **Les chouras ont une influence extrême sur le pouvoir** et ceux qui les président étant d'ailleurs souvent les potentats locaux, mais les luttes tribales intempestives, comme en 1994, créent un réel climat d'insécurité et favorisent les commerces illicites. Les commandants locaux ont détourné à leur profit les élections des représentants de la Loya Jirga de juin 2002 tant dans l'ère d'influence de Gul Agha Shirzaï que dans le Zaboul de Tokhi¹⁷. Tous les procédés d'intimidation (de la simple menace à la torture) ont été mis en œuvre pour que leurs intérêts politiques soient préservés à Kaboul dans la seule optique de conserver le pouvoir à l'échelle régionale. Le rôle du Hezb-e Islami d'Hekmatyar est prépondérant car le leader islamiste a trouvé là un moyen de rester présent sur la scène politique aux niveaux local et national, d'affaiblir l'autorité centrale et de miner un processus de démocratisation. Le rapport de HRW relate toutes les persécutions à l'égard de ceux qui ont la volonté de contester la loi du fusil et de proposer une alternative à la violence dans les provinces. Quoiqu'il en soit, nul doute que la Loya Jirga a renforcé l'emprise sur le pouvoir des commandants locaux, légitimé qui plus est par le soutien logistique en armes et en téléphones satellites de l'armée américaine.

¹⁷ Rapport d'HRW de juin 2002 : *Afghanistan, Return of the warlords*

Helmand

Ce district est une ancienne place forte des Taliban. Beaucoup d'habitants étaient solidaires du mouvement extrémiste et sont insatisfaits du gouvernement en place. Des problèmes sécuritaires apparaissent de manière sporadique.

Opposition entre le chef du district et la Choura locale. Le département de sécurité est divisé en 5 factions qui travaillent séparément.



Un commandant surnommé **Rais** est l'auteur de plusieurs exactions.

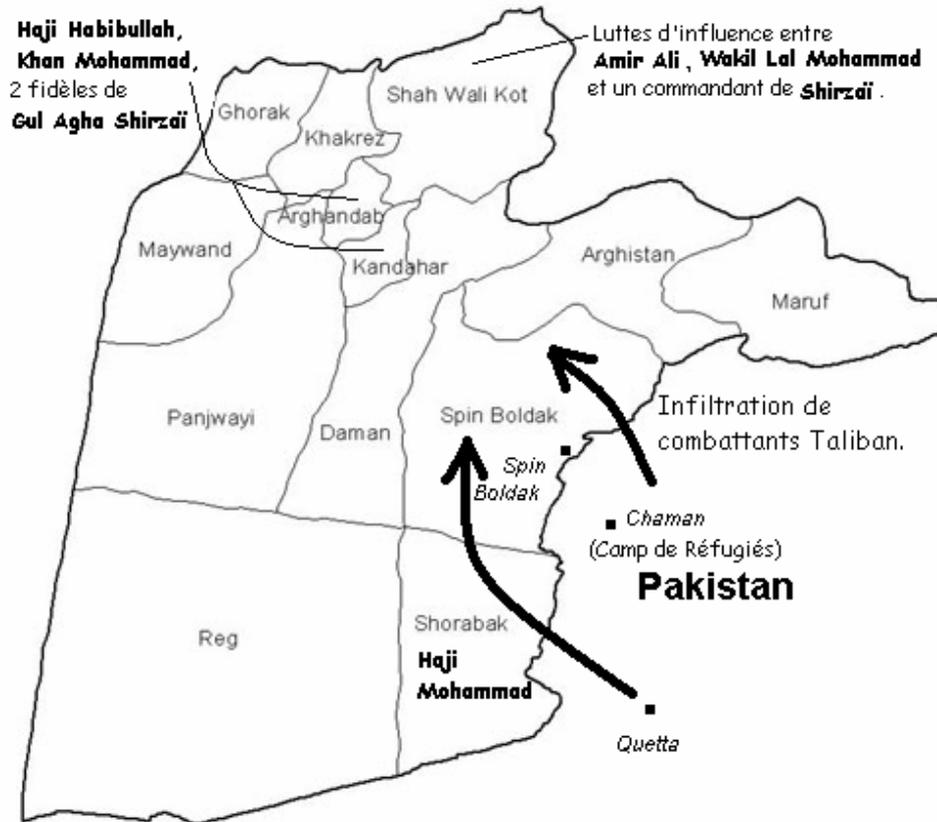
Les chefs du district, **Gul Mohammad**, du Jamiat, possède ses propres forces militaires et extorquent de l'argent aux commerçants. Il est soutenu par son frère, **Amir Dado**, chef des services secrets de la province.

Mullah Quddos Akhund, ancien du Harakat, est le chef du district. Selon la Choura locale, la situation sécuritaire est instable car les responsables de la police, **Malim Mir Wali** et **Khan Mohammad** sont soupçonnés d'abuser de certains membres de la communauté locale, surtout des commerçants.

Mohammad Nabi Khan: Ce Tadjik du Jamiat est le chef du district alors que 99% de la population est pashtoune. La communauté locale l'accuse de favoriser la corruption et n'est pas satisfaite de sa gérance.

Mullah Sher Mohammad, ancien membre du Jamiat, est le chef de ce district divisé ethniquement (environ 60% de Pashtounes, 20% de Tadjiks et 20% de minorités Hazara, Hindou, Ouzbek et Sikh). De nombreux vols sont facteurs d'insécurité.

Kandahar



Cette province a été, au moins jusqu'au 16 août 2003, date à laquelle il perd son statut de gouverneur, le fief de Gul Agha Shirzai. Cependant, il peut être contesté par des tribus rivales comme dans le Shah Wali Kot ou à Kandahar même. Le commandant militaire de la région, Khan Mohammad, posséderait une force estimée entre 8 000 et 10 000 hommes. En 2003, les combats ont été réguliers entre les forces de Shirzai associées à l'armée américaine et les Taliban réorganisés à partir des villes pakistanaïses proches de la frontière et recrutant dans les camps de réfugiés.

Orouzgan et Zaboul

Les zones très montagneuses du sud de l'Orouzgan offrent de nombreuses cachettes aux Taliban qui peuvent résister et contre-attaquer de l'intérieur même du pays. Ces régions isolées sont traditionnellement dominées par les Chouras locales mais la plupart des tentatives pour saboter les élections liées à la Loya Jirga de 2002 ont échoué grâce à la présence d'observateurs étrangers. Quelques commandants sont néanmoins à l'origine d'intimidations dans certains districts, le Taliban Akhtar Mohammad Ousmani dans le district de Chora par exemple.

La province de Zaboul est également un point d'appui pour l'infiltration d'opposants du gouvernement, qu'ils soient Taliban ou du Hezb-e Islami. L'existence de pilleurs rend les routes peu sûres, surtout pour les étrangers, et certains commandants isolés comme Mohd Hussain sont réputés peu scrupuleux. Le gouverneur et seigneur de guerre local, Hamidullah Tokhi, est une figure emblématique du Hezb-e Islami qui possède une légitimité tribale. Il est au centre de la subversion de la Loya Jirga de 2002 et semble posséder l'allégeance de nombreux commandants dans la région. Soulignons aussi la libération en janvier 2003 du mollah Salam, un ancien commandant Taliban surnommé « Mollah Rocketi » pour sa passion pour les armes de haute technologie et qui est originaire du district de Shahjoy.

B. Les menaces pesant sur les zones tribales pashtounes : les Taliban et Gulbuddin Hekmatyar

Si le manque de cohésion est déjà un facteur d'instabilité dans la région, le principal danger qui guette les provinces du sud est la réorganisation des Taliban à partir du Pakistan. Dans tout l'Afghanistan, les tracts dénonçant la présence étrangère et appelant au Djihad contre « les infidèles et leurs suppôts », c'est-à-dire le gouvernement et les soldats afghans qui combattent aux côtés des Américains, se multiplient. Il ne se passe quasiment plus de jours sans qu'une attaque ne soit signalée contre les Américains, un bureau des Nations Unies ou une ONG. Loin de s'essouffler ou de plier sous les coups des opérations américaines, l'opposition talibane semble redresser la tête et s'unir pour accroître son efficacité. Commencée depuis plusieurs mois sous la direction du chef suprême toujours en fuite, le **mollah Mohammad Omar**, la réorganisation administrative et militaire des anciens bastions taliban se poursuit. Des hommes du mollah Omar ont d'abord quadrillé le pays (ainsi que les camps de réfugiés pakistanais) pour regrouper les fidèles, prêcher la bonne parole et tenter de reconstituer une sorte de structure. En juin 2003, le chef du mouvement a désigné un conseil exécutif de dix membres chargés d'organiser la résistance (« Rahbari Choura »). Originaire comme mollah Omar de Dehrawoud, dans la province d'Orouzgan, le **mollah Beradar** a été nommé responsable militaire des Taliban avec trois adjoints : **Akhtar Mohammad Ousmani**, l'ancien gouverneur militaire de Kandahar, le **mollah Dadullah**, un ancien commandant qui s'est échappé lors de la reddition de Koundouz et le **mollah Razzak**, l'ancien ministre de l'Intérieur. Si MM. Ousmani et Razzak ont la charge d'organiser les provinces sudistes de Kandahar, Orouzgan, Helmand et Zabul, les provinces de Ghazni, Paktia, Paktika et Khost ont été confiées à **Saif-ur-Rahman Mansour**, commandant proche d'Al Qaïda. Les provinces orientales de Nangarhar, Kunar et Laghman sont du ressort de l'ancien numéro trois des Taliban, **Maulvi Abdul Kabir** qui a de nombreux et puissants amis au Pakistan voisin. Enfin, **Anwar Dargar** est responsable des provinces centrales de Parwan, Kapisa, Wardak, Logar et Kaboul. Si leurs capacités opérationnelles restent limitées (équipés d'armes légères, ils évitent les contacts avec les forces mobilisées par les gouverneurs des provinces appuyées par l'aviation américaine), ils peuvent, évoluant par groupes de 30 à 80, frapper dans n'importe quelle zone isolée, mener des opérations de guérilla et déstabiliser ainsi toutes les provinces du sud. Un noyau résistant semble donc se former mais le plus inquiétant est sa capacité d'extension. En effet, nombre de dignitaires taliban, gouverneurs ou comandants, ont retourné leur veste à temps fin 2001 pour rester dans la structure étatique et pourraient à nouveau changer de camp si le renforcement taliban se confirmait. Par exemple, **Hazratuddin Habibi**, ancien chef des services secrets taliban, a intégré l'Amniat après avoir été nommé par Karzaï. Par la suite, il a été accusé d'avoir gardé des contacts chez les Taliban et de leur avoir procuré de précieuses informations.

Sur le plan militaire, les Taliban collaborent avec toutes les oppositions, c'est-à-dire les militants extrémistes pakistanais, avec également les militants étrangers, principalement Tadjiks, Ouzbeks et Tchétchènes rassemblés sous le leadership de Qari Taher Yaldash, le numéro deux de Juma Namangani, le leader ouzbek tué lors des bombardements américains en octobre 2001, et enfin avec les fidèles de l'ancien Premier ministre Gulbuddin Hekmatyar. Ils profitent de la porosité des frontières avec le Pakistan (particulièrement dans les zones montagneuses de l'est mais aussi au sud par Spin Boldak) et de la bienveillance des islamistes extrémistes pakistanais du MMA (Muttahida Majlis-e Amal) nouvellement aux commandes dans le nord et l'ouest du Pakistan pour infiltrer des combattants en flux réguliers. L'organisation Al Qaïda, toujours présente dans certains recoins montagneux autour de la

ligne Durand, peut aussi s'appuyer sur des groupes extrémistes islamistes –Jaish Mohammad, Harakat al Mujahidin, Hezb ul Mujahidin, Lashkar-i Taiba- qui ont des liens anciens avec l'Afghanistan et qui partagent cette même haine envers les Américains. D'ailleurs, pour beaucoup, l'argent d'Arabie Saoudite est de nouveau une manne financière pour tous les mouvements d'opposition, en plus des connexions avec les trafiquants de drogue.

Gulbuddin Hekmatyar s'est aguerri pendant la guérilla contre les Soviétiques à la tête de son parti, le Hezb-e Islami et ses ambitions de pouvoir ont seulement été assouvies durant les trois mois précédant l'entrée des Taliban dans Kaboul en 1996, lorsqu'il occupait la fonction de Premier ministre. Il est d'ailleurs fortement impliqué dans la destruction de Kaboul et dans les violations des droits de l'Homme qui se sont produites pendant les affrontements entre factions rivales au début des années 1990. Réfugié en Iran sous le régime des Taliban, ses proches et lui-même ont dû quitter le pays début 2002 quand il a montré une vive opposition à l'intervention américaine en Afghanistan. Cette ingérence étrangère, perçue comme une croisade, a été l'élément déclencheur du retour d'Hekmatyar sur la scène afghane, comme si son rôle était de défier toutes les plus grandes puissances étrangères violant le sol afghan. De fait, après le Djihad contre les Soviétiques, il lance la guerre sainte contre les Américains, affirmant que « la guerre des civilisations » n'est pas terminée et il cherche à déstabiliser depuis un an et demi toute présence étrangère. Contrairement aux Taliban, il ne lutte pas contre le gouvernement central qu'il juge factice, il considère Karzaï est instrumentalisé par les occidentaux, et mise sur une longue lutte qui piègera les Américains, comme autrefois les Soviétiques.

L'extrémiste islamiste ne possède pas une emprise régionale comme les autres seigneurs de guerre, principalement parce qu'il n'a pu compter sur l'aide logistique américaine et qu'il n'a aucune légitimité aux yeux du gouvernement central et de la coalition internationale. S'il est **soutenu par de nombreuses personnalités de son ethnie pashtoune** dans des provinces du sud et **surtout de l'est**, il doit incessamment se déplacer dans les zones tribales séparant l'Afghanistan du Pakistan pour sa protection, s'assurer de l'allégeance des commandants à son parti et rencontrer les éventuels dirigeants d'autres mouvements d'opposition qui se concentrent essentiellement dans cette zone de non-droit. Pendant le Djihad contre les Soviétiques, son parti a rassemblé nombre de réfugiés afghans au Pakistan, et Islamabad a aidé le Hezb-e Islami à ouvrir 250 écoles, d'où sont sortis 43 500 étudiants (la plus importante structure est le comité éducatif afghan du Hezb-e Islami dans le camp de réfugiés de Shamshatou à 15 Km de Peshawar). Aujourd'hui, ils sont le noyau de la nouvelle génération du parti, dont certains sont devenus des soldats des forces armées conventionnelles d'Hekmatyar, l'Armée du Sacrifice (Lashkar-i Isar). On sait que le seigneur de guerre possède de nombreux liens au Pakistan, surtout avec des membres de l'ISI qui lui permettent de financer ses actions et d'obtenir des informations primordiales pour affaiblir les Américains. Ses hommes auraient même mis en contact des responsables taliban avec des proches d'Hekmatyar dans le souci de coordonner leurs actions : ce dernier, même s'il affirme qu'il n'existe aucun lien entre son parti et la coalition Taliban/Al Qaïda, explique qu'il est de leur intérêt commun de mener une opposition d'envergure. Il est d'ailleurs établi que les cadres subalternes des deux mouvements s'entraident, motivés par cette même haine des Américains, ce qui peut laisser entendre une alliance plus formelle.

Par ailleurs, s'il ne possède pas une zone d'influence proprement dite, il tire sa force de la manière dont il peut infiltrer chaque région en Afghanistan. En effet, le Hezb-e Islami fédère une grande partie des mécontentements du pays et donnant ainsi des moyens d'action contre l'occupant. Dès lors des actes terroristes perpétrés dans le nord du pays (on pense à la ville de

Koundouz) ont été attribués au parti fondamentaliste. Les cibles privilégiées restent néanmoins les bases américaines du sud et de l'est du pays, où l'influence d'Hekmatyar est croissante (son influence est très nette dans les provinces de Kunar, Nangarhar, Laghman, Logar, Paktia et Khost alors que les forces talibanes se sont davantage réorganisées dans les provinces de Kandahar, Helmand, Zaboul, Orouzgan et Nimrouz pour une complémentarité redoutable). Pour diffuser ses idées, il mène des opérations de propagande à partir de tracts distribués dans tout l'est du pays et s'appuie sur le journal pro Hezb-e Islami Shahadaat publié à Peshawar. Enfin, si par le passé les membres du Hezb-e Islami ont souvent été impliqués dans les exactions contre les minorités, leurs priorités ont désormais évolué, ce qui ne les a pas empêché d'être **partie prenante dans la subversion du processus de la Loya Jirga de juin 2002** et d'avoir conservé leurs méthodes répressives (et préventives !).

C. Est / Sud-Est

Les provinces de Ghazni, Paktika, Paktia, Khost, Logar, Nangarhar, Laghman, Kounar et une majeure partie du Nouristan et du Wardak appartiennent à la zone tribale pashtoune. La structure du pouvoir ressemble donc à celle du sud avec **une multitude de tribus qui sont engagées dans une lutte d'influence**. Là encore, des commandants, souvent anciens moudjahiddines également présents sous le régime taliban, ont profité de l'apport logistique militaire des Américains pour renforcer leur autorité au niveau local, sous couvert de la recherche et de l'élimination d'éléments taliban ou d'Al Qaïda. Au travers de ces potentats, les grandes factions qui ont une résonance politique à Kaboul trouvent leur place dans les principales villes et parfois dans les campagnes mais **il est difficile de déterminer le degré d'autonomie des chefs locaux et s'ils mènent des opérations indépendantes**. Le gouvernement a aussi nommé des gouverneurs mais ils sont peu respectés dans la majeure partie de ces provinces. Cette situation confuse découle en grande partie des objectifs contradictoires de l'armée américaine et du gouvernement central, puisque l'une renforce les commandants locaux pour éliminer les menaces terroristes et l'autre veut les affaiblir pour étendre son autorité. Les jeux de pouvoir sont donc dans cette région un vrai nœud gordien d'alliances et de rivalités qui ne cessent de fomenter une instabilité croissante, desservant les droits fondamentaux des civils. De plus, les enjeux politiques et financiers sont ici capitaux avec la proximité du Pakistan et notamment la route principale reliant Kaboul à Peshawar, traversant Jalalabad et le passage hautement stratégique de Khyber, coutumièrement appelé le **Khyber Pass**. Cet axe était en partie contrôlé entre 1992 et 1996 par l'un des principaux commandants d'Hekmatyar : **Zardad Khan**¹⁸.

Notons en outre que les vieilles querelles territoriales entre l'Afghanistan et le Pakistan sont encore à l'ordre du jour puisque des soldats pakistanais et des miliciens de **Hazrat Ali** se sont livrés à des échanges de tirs en juillet 2003 pour quelques kilomètres de montagne le long de la **ligne Durand**¹⁹. Le relief et les carences du réseau routier offrent par ailleurs une protection hermétique aux chefs locaux qui agissent en toute impunité dans cette zone de non droit mitoyenne à l'Afghanistan et au Pakistan. C'est d'ici que les Taliban organisent la résistance (c'est d'ailleurs dans les montagnes de Tora Bora qu'ils s'étaient retranchés fin

¹⁸ Zardad mettait en place des check points à différents endroits dont le principal se trouvait et se trouve encore à Sarobi, pour extorquer de l'argent à toutes les personnes en transit et les torturait à défaut avec un « chien humain » (un homme élevé comme un chien), ce qui lui a valu une réputation de barbare. Exilé en Iran à l'arrivée des Taliban, il s'est réfugié sous un faux nom en Angleterre mais a été arrêté le 14 juillet 2003.

¹⁹ Les affrontements ont eu essentiellement lieu dans les provinces de Kounar et Nangarhar après une probable incursion de l'armée pakistanaise sur le sol afghan. L'ambassade du Pakistan à Kaboul a été attaquée en représailles.

2001) et que l'on trouve les places fortes d'Hekmatyar. Les combats sont ainsi réguliers près de la frontière entre la coalition et les mouvements d'opposition mais l'impuissance du gouvernement Karzaï à administrer ces régions est évidente.

On constate donc un découpage extrême du pouvoir dans la majorité des provinces du sud-est du pays entre quelques grandes personnalités qui semblent avoir l'allégeance de plusieurs commandants locaux ou le soutien d'une tribu particulièrement puissante, leur offrant une influence accrue. **Padshah Khan Zadran** était allié des Américains pour lutter contre les Taliban et Al Qaïda avec une force estimée à 500 hommes. S'appuyant sur la plus grande tribu du Paktia, les Jadran (ou Zadran), il avait été nommé gouverneur de la province une fois le gouvernement transitoire en place, avec une très forte influence sur les provinces voisines de Khost et Paktika. Désapprouvé quelques jours plus tard par la grande choura de Gardez (Paktia), Kaboul désigna en échange deux gouverneurs civils, **Taj Mohammad Wardak** (tribu des Wardak) dans le Paktia et **Akbar Taniwal** (tribu des Taniwal) dans la province de Khost. En conflit depuis lors avec le gouvernement central (il entretient surtout de très mauvaises relations avec Fahim qu'il juge trop proche des russes et il considère que l'ex-roi **Zaher Shah** aurait dû occuper le poste de président à la place de Karzaï), Zadran s'est retranché autour de Wazih, en lisière de Khost, d'où il tente d'affaiblir les autorités. S'il ne possède plus officiellement le soutien américain depuis septembre 2002, il paralyse un pan de la province de Paktia et marginalise toute la province de Khost, montrant que ses ambitions de pouvoir sont toujours à l'ordre du jour. Dès lors, la situation de ces deux provinces est contrastée : d'un côté, Zadran était perçu comme un oppresseur, à l'image pour certains de la police religieuse sous les Taliban, son départ est donc un soulagement pour une grande partie de la population pour laquelle l'ouverture de l'université de Khost pendant l'été 2002 est une lueur d'espoir, de l'autre son ombre plane comme une menace sur cette liberté retrouvée et sans les Américains, nul doute que l'homme fort de la région reconquerrait ses provinces perdues²⁰. Aujourd'hui, le gouverneur officiel du Paktia, **Raz Mohammad Dalili**, contrôle la majorité du territoire mais les commandants locaux souvent associés à la Shura-i Nazar tiennent certains villages, check points ou certains postes de police. La situation dans le Logar et le Paktika est sensiblement la même avec des commandants locaux indépendants dans la mesure où ils sont parfois d'anciens taliban ou changent d'alliance pour préserver leurs intérêts. La sécurité dans la ville de Gardez (Paktika) est assurée par une milice de 500 hommes appartenant à la tribu pashtoune des **Mangals** anciennement alliée des Taliban (elle compte environ 2000 hommes sur toute la province). Les groupes d'opposants (menés par le Taliban Saif-ur Rahman dans les provinces de Ghazni, Paktia et Paktika, secondé par l'ex-ministre taliban Jalaluddin Haqqani dans la province de Khost ainsi que les fidèles d'Hekmatyar) opèrent d'ailleurs dans la région et diffusent leur propagande.

Le gouverneur officiel nommé par Karzaï dans la province de Nangarhar est le Pashtoune **Haji Din Mohammad**, frère du défunt vice-président **Haji Abdoul Qadir**, mais malgré la relation durable que possède sa famille avec le pouvoir (proche de la famille royale), son influence dans la province est très limitée. Il est en effet contesté par le seigneur de guerre **Hazrat Ali**, un ancien moudjahiddine qui contrôle la quasi-totalité des provinces du Nangarhar et du Laghman. Lui et ses hommes (parfois anciens Taliban) appartiennent à l'ethnie Pashai, groupe de musulmans sunnites originaires du Nouristan, minoritaires en Afghanistan, qui soutient l'Alliance du Nord (Ali fait parti du Jamiat-e Islami) après avoir combattu les Soviétiques puis les Taliban. Il a d'ailleurs été le chef de file de la lutte contre les résistants Taliban de Tora Bora, grâce à l'important soutien américain qui lui a donné une

²⁰ Ou du moins ses fidèles puisque Zadran a fait une attaque cardiaque en août 2003.

légitimité dans toute la région, malgré la puissance de certaines tribus pashtounes majoritaires. Nombreuses sont les personnalités, surtout pashtounes, qui possèdent une influence sur Jalalabad et ses environs mais Ali a pu asseoir son autorité à la mort de Qadir, quand son allié Fahim lui a confié le poste de chef de la police de la choura de l'est (« Mashreqi Shura »). Il a pour ce faire nommé son beau-frère Musa commandant militaire à Jalalabad et son neveu Sami commandant de la police, lesquels ont exercé des pressions sur la population afin de pérenniser leur domination²¹. Les Américains lui ont donné la force de frappe et l'Alliance du Nord, par l'intermédiaire de Fahim, une certaine impunité en échange de la contestation du pouvoir des Pashtounes dans cette région. Bien qu'il soit le commanditaire de nombreuses persécutions, il soutient le processus de désarmement en expliquant que les moudjahiddines armés sont prêts à rendre les armes une fois que le gouvernement aura déterminé leur statut alors qu'il est chef du principal corps d'armée du Nangarhar. Enfin, l'administration de cette province est loin de protéger les droits des personnes : Syed Anwar, journaliste du quotidien anglophone « Frontier Post » publié à Peshawar, a été menacé par des membres des services secrets du Nangarhar pour avoir publié deux articles sur Hazrat Ali qui supposaient son implication dans un trafic de drogue. Les étudiants de l'université de Nangarhar ont appris en juillet 2003 qu'ils seraient expulsés s'ils participaient à des activités politiques, des rassemblements ou des manifestations.

Le Pashtoun **Younous Khalis** était un commandant moudjahiddine à Jalalabad contre les Soviétiques, dont les interprétations du Coran diffèrent peu de celles du mollah Omar. Leader du **Hezb-e Islami Khalis, faction dissidente du Hezb-e Islami d'Hekmatyar**, il pense que la Constitution ne devrait être fondée qu'à partir du Coran. Ce sont ses forces qui ont repris Jalalabad fin 2001 aux Taliban mais elles sont fortement soupçonnées d'avoir laissé une grande partie d'entre eux s'échapper librement. Ancien allié de Qadir, il est aujourd'hui en contact avec l'ISI pakistanais et très certainement avec les Taliban et Al Qaïda, ce qui ne lui permet pas d'obtenir le soutien américain et donc d'être en position de force. Agé de 84 ans, on suppose que son état de santé est précaire. Retranché près de Jalalabad, il associe une guérilla traditionnelle à un terrorisme urbain, à des meurtres et à des enlèvements.

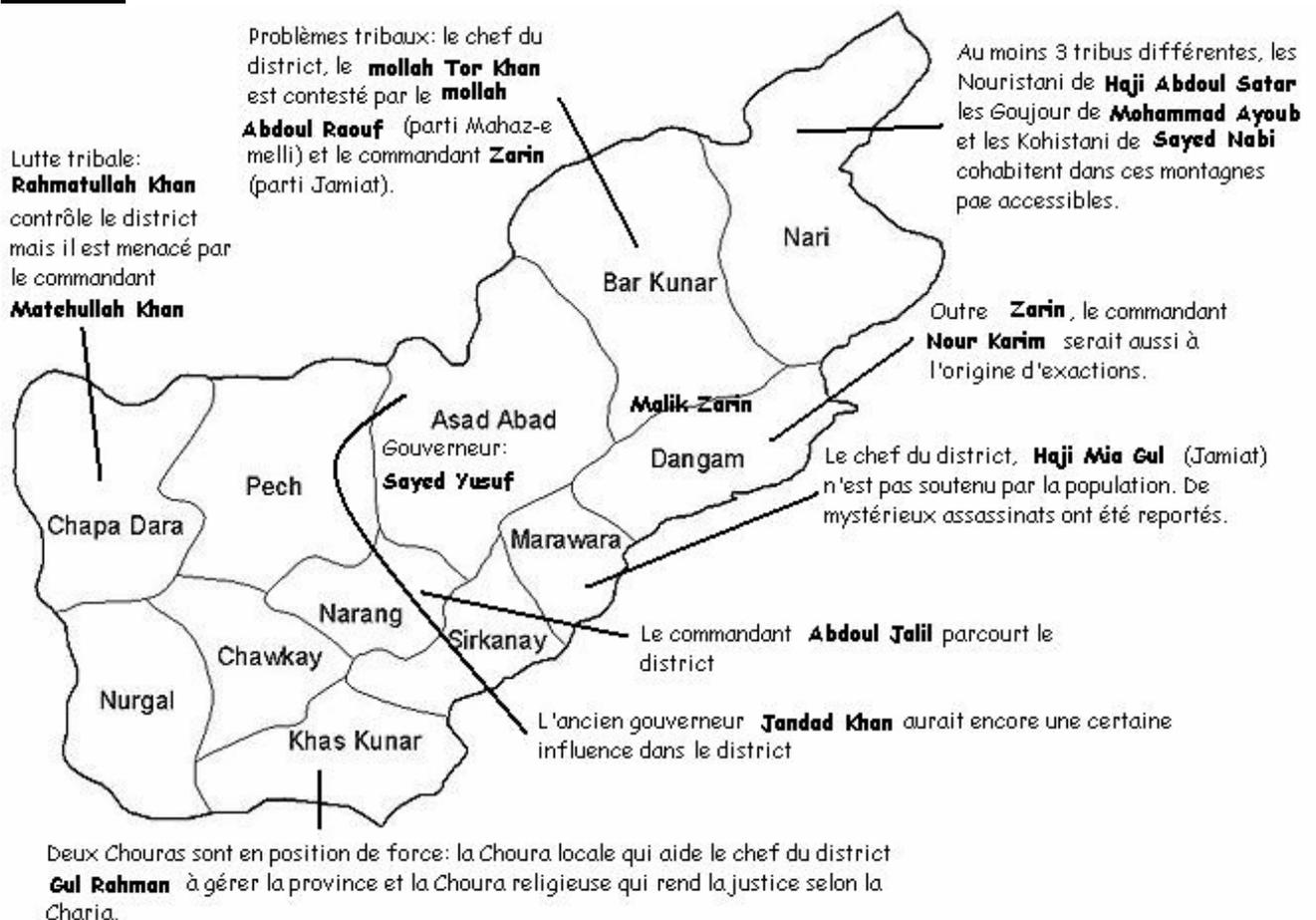
Mohammad Zaman Ghamsharik, Pashtoun plus connu sous le nom d'**Haji Zaman**, éminent commandant qui a lutté contre les Taliban, avait été nommé dans un premier temps, juste après le retrait des étudiants fondamentalistes, chef militaire de la province mais il a rencontré de nombreuses difficultés à imposer son autorité sur des hommes armés loyaux à Qadir. Impliqué dans la chasse aux Taliban à Tora Bora, il est considéré comme celui qui a échoué à capturer Ben Laden, et a donc été mis à l'écart de certaines responsabilités confiées alors à Hazrat Ali. Poussé par les Anglais, il retourne à Jalalabad pour contrebalancer la domination militaire des **Pashais** et soutient le processus de désarmement impulsé par le gouvernement dans l'espoir de retrouver un poste d'officier dans la province.

La situation sécuritaire de la province du Kounar est particulièrement tendue. Les mouvements d'opposition sont susceptibles de trouver en cette province montagneuse et limitrophe du Pakistan une zone de retranchement stratégique. Les Américains basés à Asadabad se font d'ailleurs régulièrement attaquer à la roquette et n'ont que peu de contacts fiables avec les commandants locaux. Les deux principales forces de la région sont dominées par **Malik Zarin** (qui passe la plupart de son temps dans des réunions à Kaboul, et délègue donc son pouvoir à son fils de 18 ans, Raiz Khan Mushwani) et **Haji Matehullah**, tous les deux fidèles aux Américains. Cependant, le puzzle du Kounar révèle la présence de certains

²¹HRW : « Killing you is a very easy thing for us ».

membres du Hezb-e Islami : **Haji Amanoullah** est un commandant loyal à Hekmatyar et en même temps un responsable de la sécurité d'Asadabad, contradiction qui implique de faire usage de diplomatie ; Khan Jan (connu aussi sous le nom de **Jandad Khan**) est aussi commandant du Hezb mais est en outre maire d'Asadabad. Il entretient probablement des liens avec Hekmatyar. Par ailleurs, Malik Zarin et son fils appartiennent à la tribu des Mushwani alors que Khan Jan fait partie de la tribu des Salarzai, différence qui alimente des ressentiments déjà profonds et qui inhibe toute tentative de dialogue. La complexité du partage du pouvoir s'exprime aussi dans l'opinion publique, partagée entre un sentiment de colère contenue vis-à-vis de la présence américaine et la nécessité de répondre à l'appel au Jihad d'Hekmatyar. Le gouverneur de la province nommé par le gouvernement Karzai, **Sayed Muhammad Yusuf**, à l'influence plus que limitée, se contente de calmer les ardeurs et son rôle diplomatique doit satisfaire toutes les parties.

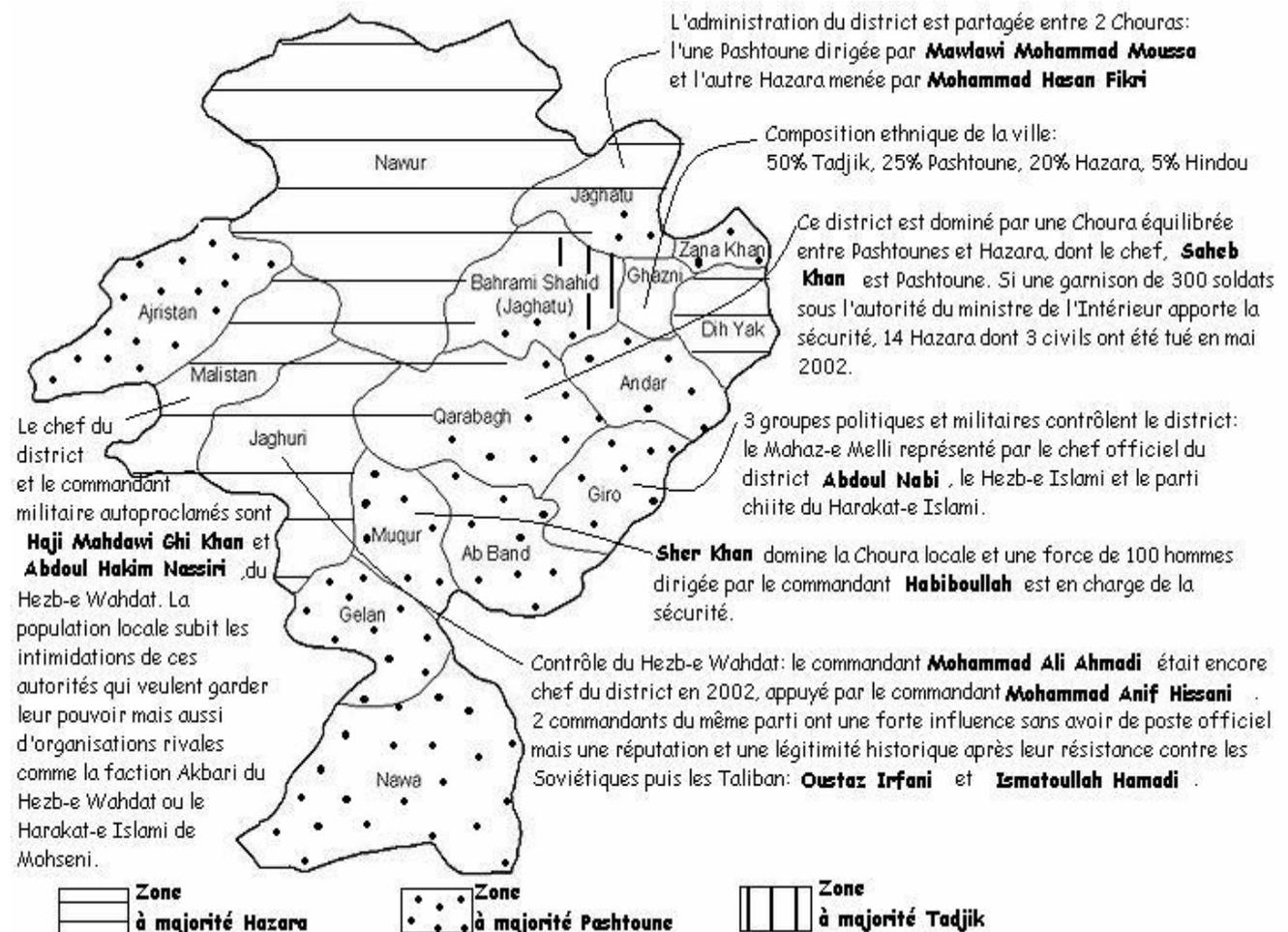
Kounar



Les provinces de Ghazni et Wardak ont comme gouverneurs deux Pashtouns qui ne peuvent étendre leur influence à tous les districts, sous l'emprise de commandants locaux qui font la loi sur leur territoire. Dans le Wardak, des hommes de Sayyaf et de la Shura-i Nazar sont les véritables maîtres de la zone du fait de la proximité de Kaboul (du district de Paghman pour

les commandants de l'Ittehad-e Islami) et de la terreur qu'il diffuse parmi la population locale²². Il s'agit notamment du **commandant Muzafarudin**, du chef de la police **Abdoul Ahmad** et du responsable des services de l'Amniat dans cette province, le **commandant Shir**. Dans le Ghazni, les zones d'influence sont partagées essentiellement entre des commandants pashtouns et des commandants affiliés au parti hazara du Hezb-e Wahdat selon la composition ethnique des différents districts. Il est fréquent que ces hommes soient présents sur la scène locale depuis un certain temps, changeant d'alliances au gré des évolutions politiques et auteurs de persécutions pour assurer leur domination²³. L'exemple de la ville de Ghazni met en relief le morcellement du pouvoir qui subsiste dans toute la province et montre la difficulté de déterminer quelles sont les autorités de fait. En effet, 6 forces différentes sont présentes dans cette agglomération : des milices du Hezb-e Wahdat, de l'Ittehad-e Islami, de Qali Baba, un dissident de l'Ittehad qui a collaboré avec les Taliban, du Mahaz-e Melli-ye Islami (Front National Islamique), parti monarchiste soufi dirigé par le Pashtoun **Pir Sayyed Ahmed Gailani**, le Jamiat tient quelques postes de contrôle et l'armée américaine supervise toute la zone.

Ghazni



²²HRW : « Killing you is a very easy thing for us »

²³ Id.

IV. L'impact sur le processus de reconstruction

A. Les populations exposées aux persécutions

1) Les groupes ethniques

L'Afghanistan est un carrefour de civilisations où l'on retrouve une mosaïque de peuples différents. Traditionnellement, le pouvoir a toujours été tenu par l'ethnie majoritaire, les Pashtouns, mais l'épisode obscur des Taliban, eux-mêmes Pashtouns, a suscité de profonds ressentiments chez les populations persécutées qui veulent aujourd'hui renverser l'ordre établi et être représentées au niveau national afin de voir leurs intérêts protégés. Les Pashtouns ont d'ailleurs subi essentiellement en novembre et décembre 2001 les rancunes des Tadjiks et des Hazara opprimés pendant l'ère obscurantiste des étudiants fondamentalistes. Dans les provinces du nord et de l'ouest tout particulièrement, là où les Pashtouns sont minoritaires, nombre de persécutions ont été recensées contre eux et ont provoqué le déplacement de milliers de familles vers les camps de réfugiés du sud du pays, notamment vers le plus important, à Spin Boldak dans la province de Kandahar, non loin de la ville frontalière de Chaman au Pakistan. Bien que pillages ou des tortures aient encore eu lieu fin mai 2002 en préliminaire de la Loya Jirga de juin 2002, le phénomène tend à s'estomper en même temps que la revanche semble être assouvie. Les grands dirigeants du nord du pays, après avoir laissé faire et sûrement cautionné de telles exactions, veulent ramener la sécurité dans leurs provinces et limiter une escalade de la violence. Avec la nomination de commandants pashtouns dans le nord du pays et l'envoi de délégations gouvernementales supervisant les droits de l'Homme, la situation s'est nettement améliorée pour les Pashtouns. Certains chefs locaux continuent de soutirer de l'argent à certaines familles qui en ont les moyens, mais l'appartenance ethnique n'est qu'un prétexte pour financer leur légitimité et faire face à certaines pénuries. La présence internationale et la publication de rapports de grandes instances ou organisations sont à l'origine d'une diminution relative de la discrimination ethnique.

Néanmoins, il faut souligner que chaque ethnie, du moins les plus importantes, possède une assise régionale²⁴. Dès lors, **les clivages ethniques toujours présents pour l'opinion peuvent être préjudiciables aux populations minoritaires dans une région définie, mais le phénomène perd de son envergure et touche davantage la sphère privée, c'est-à-dire tout ce qui a trait aux vengeances personnelles.** Ainsi, le statut social et le réseau de connaissances prennent une importance particulière pour la sécurité d'un individu lui permettant de s'offrir la protection d'un commandant local ou d'un groupe quelconque.

2) Les groupes religieux

L'Afghanistan est un Etat islamique où la religion musulmane régit tous les principes de la société. **La plupart des seigneurs de guerre ou des personnalités politiques veulent que le système juridique afghan soit basé sur la loi islamique de la Charia**, c'est d'ailleurs un des grands sujets de la consultation populaire pour la nouvelle constitution. Le président de la Cour Suprême, Shinwari, possède lui-même un avis très extrême sur la question et participe à la radicalisation religieuse qui sévit dans le pays. Dans un tel contexte toute attitude laïque est difficilement acceptée en Afghanistan et il ne fait aucun doute que les services secrets de

²⁴ Consulter la carte des ethnies en annexe.

l'Amniat gardent un œil sur tous les commerces pour qu'ils ne vendent pas de vidéos ou d'affiches provocantes, et sur les restaurants pour éviter la vente d'alcool.

Ceci étant, il est bien évident que **la sécularisation a fait des progrès depuis la période taliban**. On observe une tolérance accrue envers les minorités religieuses comme les Ismaéliens, les Hindous ou les Sikhs qui peuvent exercer leur culte de manière très discrète. La majorité d'entre eux s'était cependant auparavant exilée à l'étranger et n'est pas revenue. Enfin, un Afghan musulman qui se convertit au christianisme risque la peine de mort.

Le sort des musulmans de confession chiite, minoritaires en Afghanistan par rapport aux sunnites, s'est très nettement amélioré depuis novembre 2001. Particulièrement persécutés sous les Taliban (de nombreux charniers hazara ont été retrouvés dans le nord et le centre du pays), les chiïtes retrouvent une place digne dans la société. Soutenus par l'Iran, ils sont aujourd'hui représentés dans le gouvernement Karzaï par l'intermédiaire de Khalili, vice-président, et d'autres ministres moins importants. C'est la première fois qu'ils peuvent réellement s'affirmer au niveau national.

3) Les femmes

Les sources divergent sur la situation des femmes en Afghanistan, certaines y voient une amélioration flagrante depuis la chute des Taliban, d'autres considèrent que l'illusion est permanente et que rien ne permet d'assurer leurs droits. La réalité est en tout cas particulièrement complexe et il est évident qu'on ne peut faire évoluer des mentalités très ancrées, car ayant un fondement religieux, du jour au lendemain. Le ministère des Vices et de la Vertu qui dictait la vie des femmes sous les Taliban n'existe plus mais le ministère des Affaires Islamiques semble reprendre en main la conduite morale des gens, et surtout des femmes. Le tchadri n'est plus obligatoire mais il est devenu un gage de sécurité pour celles qui arpentent les rues des grandes villes. Les autorités ont pris quelques dispositions pour permettre aux femmes de retravailler, de retourner à l'école (dans une proportion moindre que les garçons) ou de se faire soigner, conditions *sine qua non* pour percevoir les aides de la communauté internationale. Si la situation s'est certes améliorée depuis les Taliban, il n'y a eu cependant aucune avancée significative : le ministère des Affaires Féminines semble bien impuissant devant l'immensité de la tâche et le gouvernement est incapable d'assurer la sécurité des femmes dans le pays (il le peut déjà à peine pour les hommes). En outre, la situation est sensiblement différente selon les régions et les potentats locaux : Dostom paraît en ce sens beaucoup plus progressiste qu'Ismaël Khan, Rabbani ou les leaders de la zone tribale pashtoune. De nombreux commandants locaux forcent des jeunes filles à se marier et leur famille et elles-mêmes risquent de subir de graves conséquences en cas de refus. Aucune instance n'existe en milieu rural pour protéger les femmes et empêcher les mariages forcés. La situation est préoccupante dans le Badakshan et, même à Kaboul où elles peuvent avoir l'assistance du ministère et d'un avocat, la peur inhibe toute volonté d'émancipation. Elles demeurent les principales victimes de l'insécurité et des persécutions et sont quasi inexistantes dans la vie publique.

4) Les opposants politiques

Les personnes qui ont servi l'ancien régime communiste peuvent être menacées mais il est difficile de distinguer les actes de revanche privés et ceux qui ont une connotation politique. Le rôle d'un individu au sein du **PDPA** -Parti démocratique du Peuple afghan- son poste (administrateur ou exécutant) ou ses responsabilités réelles (relativement importantes ou pas)

entrent alors en compte. Les seuls qui sont susceptibles de craindre des représailles aujourd'hui sont les cadres du parti ou les gens du **Khad**, anciens services secrets communistes, impliqués dans les tortures des geôles afghanes. Néanmoins, de telles personnes peuvent trouver protection dans leur clan ou famille et **le réseau social d'un individu sera primordial pour apprécier ses craintes**. Par ailleurs, le régime taliban a mené une politique très répressive à l'égard des anciens communistes et ceux qui ont survécu à cette période ne devraient pas avoir de problèmes aujourd'hui, seuls les exilés qui reviennent au pays sans pouvoir compter sur la solidarité de leur entourage et qui avaient un rôle important au PDPA ou au Khad risquent des persécutions (précisons aussi que les anciens du Khad au savoir-faire exploitable ont été recrutés par les Taliban ou les moudjahiddines).

Les Taliban qui sont retournés dans la vie civile après novembre 2001 sont évidemment des cibles potentielles pour toutes les populations opprimées par leur régime. Là encore, leurs connections personnelles peuvent leur offrir une certaine sécurité s'ils savent être discrets. Les membres de l'ancienne police des Vices et de la Vertu sont les plus exposés mais bien souvent les persécutions de Pashtouns sont fondées sur leur ethnie plus que sur une éventuelle affiliation avec les étudiants fondamentalistes. De plus, les Taliban qui occupaient des fonctions administratives ont pour la plupart changé d'allégeance et retrouvé leur position, essentiellement dans le sud du pays.

Enfin, toute personne hostile à la domination de l'Alliance du nord peut craindre des répercussions sur sa sécurité à Kaboul et dans les provinces où les services secrets sont infiltrés. En effet, **l'Amniat-e Melli** dépend directement du ministère de la Défense dirigé par Fahim et étend son action dans tout le pays en étant parfois contrôlé par les autorités locales. Il apparaît que cet organe est impliqué dans de nombreuses arrestations arbitraires impliquant saisie de maison ou d'argent et dans la subversion du processus de Loya Jirga en juin 2002.

B. Réactions du gouvernement Karzaï et légitimité de l'Etat

Le gouvernement transitoire ne peut exercer un contrôle efficace sur la plupart du territoire afghan, l'objectif premier de Karzaï est donc d'affirmer la légitimité de l'Etat dans les secteurs de la sécurité, des finances et de la justice. Les accords de Bonn en décembre 2001 ont réhabilité la Constitution de 1964 en attente de la mise en place d'une nouvelle Constitution fin 2003, qui redéfinira le rôle de l'Etat et qui devra résoudre le problème du partage du pouvoir. Une commission constitutionnelle est en charge de sa rédaction et un processus de consultation populaire doit permettre aux Afghans de s'exprimer sur les questions fondamentales qui régiront leur quotidien : principes généraux de l'Etat, religion, droits et devoirs d'un individu, système de gouvernance, parlement, Loya Jirga, structure de l'administration, du système judiciaire, police et forces armées, citoyenneté, langues... Les enjeux sont tels qu'on peut craindre des intimidations et des pressions de la part de certains commandants qui veulent conserver leur pouvoir ou défendre leurs intérêts, mais il est trop tôt pour accuser quiconque. Cependant, Karzaï n'a pu attendre la publication de la nouvelle Constitution pour s'opposer à l'influence croissante des seigneurs de guerre et pour créer un terrain propice à une reconstruction saine. Des mesures ont donc été prises pour accroître l'influence étatique hors de Kaboul et améliorer les relations entre le centre et les provinces.

Sur le plan sécuritaire, Karzaï compte bien évidemment sur la présence internationale pour appuyer l'autorité de l'Etat. L'ISAF est présente à Kaboul sous la direction de l'OTAN mais l'ONU refuse toujours d'étendre son champ d'action, laissant les milices «privées» maîtres des provinces afin d'éviter une confrontation entre l'armée américaine, toujours en place, les

Taliban et d'éventuels terroristes. Ainsi, on tente de remettre sur pied une armée afghane multiethnique avec l'aide de formateurs étrangers, processus lent mais qui permet le déploiement de forces gouvernementales dans le pays.

Sur le plan financier, l'attitude passive pendant un an et demi du président afghan sur la question des droits de douane, principales ressources du pays après l'aide internationale, a permis aux potentats locaux (essentiellement Ismaël Khan et Dostom) de s'enrichir et de financer leur mouvement. En effet, la Constitution de 1964 met en place un Etat très centralisé où les questions financières ne se discutent pas au niveau local : tous les revenus doivent être renvoyés à Kaboul qui redistribue ensuite l'argent aux provinces selon leurs besoins. Mais les seigneurs de guerre qui contrôlent les postes frontières les plus onéreux ont perdu confiance en un Etat fort et interceptent tous les flux financiers pour prendre eux-mêmes en charge la reconstruction des provinces qu'ils dirigent. Certains profitent en plus des bénéfices du commerce d'opiacés surtout produits dans le sud et l'est pour s'assurer une autonomie financière vis-à-vis du gouvernement central. Karzaï a donc réagi en mai 2003 pour tenter de récupérer une partie des droits de douane, mais aussi réhabiliter l'image de son gouvernement trop souvent critiqué pour son laxisme. Menaçant de démissionner lors d'une réunion avec les responsables civils et militaires des provinces frontalières, il a exigé de percevoir les revenus douaniers afin de pouvoir payer les hommes de sa nouvelle armée, les fonctionnaires et l'effort de reconstruction. Dans l'élan, il a mis en place d'autres mesures pour appuyer sa volonté d'empêcher les seigneurs de guerre d'avoir une influence trop conséquente comme l'interdiction de cumuler les fonctions civiles et militaires, de recruter de nouveaux miliciens ou de mener une opération militaire sans l'accord du ministère de la Défense et sans consultation des autorités politiques de la province. L'application de ces décisions reste néanmoins particulièrement difficile.

L'accord de Bonn prévoit que le pouvoir judiciaire doit être indépendant et reposer sur la Cour Suprême d'Afghanistan et d'autres tribunaux établis par l'administration intérimaire. L'Italie a été désignée en avril 2002 pour être le principal acteur étranger de la reconstruction du système judiciaire afghan mais a délégué une partie de ses responsabilités à l'International Development Law Organisation (IDLO) qui, malgré son expérience dans les pays émergents, n'aura une représentation à temps plein qu'en décembre 2002. L'Afghanistan possède trois systèmes de juridictions dépendants de la Cour Suprême :

- ? **Mahkama-i Ibtedaia** : cour de première instance qui gère les affaires civiles et criminelles excepté les affaires commerciales ou de sécurité publique. Chaque district possède un tel tribunal.
- ? **Mahkama-i Morafa'a** : cour d'appel à l'échelle provinciale qui a des branches séparées pour les affaires civiles et criminelles. Juridiction de première instance pour les affaires commerciales ou de sécurité publique.
- ? **Mahkama-i Tameez** : cour présidée par les juges de la Cour Suprême qui gère tous les types d'affaires juridiques au plus haut niveau du système judiciaire.

Une telle organisation judiciaire a suscité certains problèmes qui ne lui ont pas permis de trouver une légitimité aux yeux des Afghans. Les Italiens ne se sont pas engagés de manière efficace dans un projet de réforme, l'établissement d'une commission judiciaire en marge de la commission constitutionnelle a été long à se mettre en place et des rivalités politiques entre les composantes du système ont compromis l'efficacité des organes juridiques, notamment entre la Cour Suprême dirigée par **Shinwari** et le ministère de la Justice tenu par un membre modéré de la Shura-i Nazar **Abdoul Karim Karimi**. Dès lors, **la**

population s'est tournée vers les instances traditionnelles que sont les Chouras pour régler leurs différends. Cependant, ces conseils d'anciens sont parfois sous l'emprise d'un commandant qui peut rendre la loi comme il l'entend. La Constitution à venir est sensée réformer le système judiciaire au profit d'un Etat de droit, mais devra de toute façon compter sur les Chouras qui possèdent le soutien incondicional des Afghans. Elle devra en outre statuer sur les crimes et les exactions passées.

Enfin, le pouvoir des seigneurs de guerre pose le problème de la place de l'Etat en Afghanistan. Le concept d'Etat nation n'est pas remis en cause par les acteurs politiques mais la centralisation ou la décentralisation de l'autorité gouvernementale représente un élément clé de l'avenir politique du pays. La question est critique sur le plan théorique, à savoir qu'elle aura une forte influence sur la définition et le rôle des futures institutions, mais aussi sur le plan pragmatique puisque l'idée d'un gouvernement central fort est opposée à la réalité d'une forte autonomie régionale. La balance du pouvoir entre centre et périphéries a toujours existé en Afghanistan même si les dernières décennies ont révélé la quintessence de mouvements idéologiques favorables à un Etat central puissant. Mais un tel système a exacerbé les tensions en se heurtant à des organisations locales très affirmées s'articulant autour de groupes solidaires qui ont incessamment adapté les décisions venues de l'extérieur. D'autre part, centraliser le pouvoir nécessite de respecter un équilibre ethnique très fragile dans les organes décisionnaires et l'exemple de l'emprise panjshêri sur le gouvernement actuel aux dépens des Pashtouns sous-représentés en souligne toute la difficulté. De plus, les populations ont perdu confiance en un gouvernement central qui signifie traditionnellement autoritarisme et brutalité. Pourtant, l'idée de fédéralisme en vogue chez certaines minorités pose quelques problèmes non négligeables. En effet, la décentralisation implique une fragmentation accrue du pouvoir et même de la société qui souffre déjà d'un manque d'unité. Par ailleurs, elle donne plus de poids aux ingérences étrangères sur l'échiquier afghan alors même qu'elles sont perçues comme un des principaux facteurs de désintégration du pays par le passé. Enfin, la décentralisation passe paradoxalement par la centralisation du pouvoir dans quelques secteurs stratégiques comme la défense ou la fiscalité. Par conséquent, la future Constitution devra satisfaire les opinions déjà très divergentes à ce sujet et posera les fondements du nouvel Etat afghan.

Glossaire

Hezb-e Islami : Parti sunnite dirigé par **Gulbuddin Hekmatyar**. Cette formation extrémiste prône un islamisme radical et un Etat islamiste centralisé en refusant catégoriquement la reconnaissance des minorités, notamment chiïtes. C'est un mouvement pashtoun affilié à la tribu des Ghilzaï.

Hezb-e Islami Khalis : Faction dissidente du Hezb-e Islami depuis 1979, cette formation menée par un religieux nommé **Younous Khalis** reste très active dans l'est du pays.

Ittehad-e Islami : Parti sunnite pashtoun dirigé par **Abdoul Rasoul Sayyaf**. Il prône la constitution d'un Etat islamique basé sur le Wahhabisme d'Arabie Saoudite et se prononce contre la reconnaissance des minorités telles que les chiïtes.

Mahaz-e Melli-ye Islami : Mouvement majoritairement pashtoun, d'obédience monarchiste, traditionaliste et pro-occidental, il recrute principalement parmi les hauts fonctionnaires et membres de l'establishment royaliste. Il a été fondé par un mystique de l'ordre Soufi-Qaderiyya, **Pir Sayed Ahmad Gailani**.

L'Alliance du Nord a été créée par le commandant **Massoud** en 1996. Elle est présidée par Burhanudin Rabbani et fut dirigée militairement par Massoud jusqu'à son assassinat en septembre 2001 (remplacé par Fahim). Cette coalition hétéroclite rassemble des Tadjiks sunnites, des Hazaras chiïtes et des Ouzbèks sunnites mais très peu de Pashtouns. Le 13 juin 1997, l'Alliance du Nord devient **le Front Uni national et islamique pour le salut de l'Afghanistan**. Voici ses composantes :

Jabha-e Melli : Dirigé par le premier président du gouvernement intérimaire de 1992, le Pashtoun **Sibgatoullah Modjaddedi**, ce mouvement officiellement royaliste ne dispose pas de beaucoup de combattants.

Jamiat-e Islami : Parti majoritairement sunnite créé en 1970. Il est composé surtout de Tadjiks, est dirigé par **Burhanuddin Rabbani** et est soutenu par **Ismaël Khan** et des membres éminents du gouvernement comme les ministres de la Défense, de l'Education et des Affaires Etrangères **Fahim, Qanouni** et **Abdollah Abdollah**. Il prône la fondation d'une République islamique associée à toutes les forces du pays. Séparé du Hezb-e Islami en 1978, il connaît plusieurs sensibilités en son sein : l'une fondamentaliste dans l'entourage du président Rabbani et l'autre moderniste, pro-occidentale et libérale autour des fidèles du défunt commandant Massoud.

Junbesh-e Melli-ye Islami : Dirigé par le général **Abdoul Rashid Dostom**, il recrute essentiellement parmi les communautés turcophones du nord (Ouzbeks, Turkmènes) mais compte également en son sein d'anciens cadres pashtounes du régime communiste. Il trouve son origine dans les milices créées dans la deuxième moitié des années 1980 par le président Najibullah dans le but de suppléer l'armée gouvernementale mais a modifié ses alliances au gré de l'évolution de la situation.

Milices ismaéliennes : La communauté ismaélienne est constituée de quelques dizaines de milliers de personnes, établies essentiellement dans les provinces du Baghlan et du Badakhshan. Elle occupe sur la place politico-militaire une place sans rapport avec son poids réel. Dirigée par le **clan Naderi**, elles se sont ralliées successivement aux forces de Massoud en 1992 puis celles de Dostom en 1994. Depuis décembre 2001, des combats l'opposent à d'autres factions de l'Alliance du Nord.

Hezb-e Wahdat-e Islami : Coalition de huit formations politico-militaires chiites dirigée par **Karim Khalili**. Son précédent leader, **Abdoul Ali Mazari** a été assassiné par les Taliban en mars 1995. Ce parti pro-iranien est composé en grande majorité d'Hazaras. Il est divisé en deux groupes depuis septembre 1994, l'un conduit par Khalili et l'autre moins important mené par **Mohammad Akbari**.

Harakat-e Islami : Mouvement chiite dirigé par l'ayatollah **Asef Mohseni**, il est allié au Jamiat et regroupe des non-Hazaras, surtout des membres de la communauté Qizilbâsh.

Chronologie

2002

- 3 octobre - Attaques de **Padshah Khan Zadran** sur Khost qui échouent sous la pression des forces du gouverneur **Hakim Taniwal**.
- Les velléités reprennent dans le nord entre **Dostom** et **Atta** à Pir Naqshi dans la province de *Samangan*²⁵.
- Combats entre **Ismaël Khan** et **Amanoullah Khan** à Zer-e Koh, à 10 km de la base militaire hautement stratégique de Shindand (*Farah*), qui seront récurrents pendant plusieurs mois.
- Combats entre les troupes de **Hazrat Ali** et du **commandant Zaher** à Angom Bagh, près de Jalâlâbâd (*Nangarhar*).
- 5 octobre Nominations des neuf membres de la commission chargée de la rédaction de la nouvelle Constitution avant fin 2003, présidée par le vice-président **Namatullah Sharani**.
- 7 octobre - Des familles pashtounes sont amenées à s'exiler de Pir Naqshi vers le district de Khulm, plus au nord, sous la pression des forces d'**Ahmad Khan**, commandant local sympathisant de **Dostom**. Des combats reprennent entre ce dernier et **Atta** dans le district de Kashinda-e Bala (*Balkh*).
-, Embuscade d'officiels provinciaux par les forces de **Zadran** dans la zone de Nadir Shahkot (*Khost*), qui reste un lieu d'affrontements pendant une vingtaine de jours, synonyme de défaites pour **Zadran**.
- 9 octobre - Négociations pour un cessez-le-feu dans le nord après les combats de Kashinda-e Bala supervisées par l'UNAMA et une commission de sécurité qui démet six commandants locaux de leur fonction.
- Charnier de 350 corps d'Hazaras retrouvé dans le district de Chamatal (40 km à l'ouest de Mazâr), certainement issu d'actes taliban. Une spécialiste des droits de l'Homme à l'ONU, Asma Jahangir mène des investigations du 13 au 23 octobre sur tous les charniers retrouvés.
- 14 octobre Des hommes armés sympathisants des Taliban ferment des écoles pour filles comme celle de Fatima Tul Zahra (province du *Wardak*). Incendie de deux écoles de filles dans le *Jozjan* et dans le *Sar-e Pul*, trois dans la province de *Zabul* ; attentat à la bombe dans le *Ghazni*.
- 15 octobre Les Quinze élaborent un « programme de retour » pour 400 000 réfugiés afghans, qui ne méritent plus ce statut depuis la chute des Taliban. Des accords similaires pour le rapatriement des réfugiés d'Iran et du Pakistan sont approuvés par le UNHCR et décriés par les organisations de défense des droits de l'Homme, pour qui la situation sécuritaire reste instable.

²⁵ Les noms en italique sont les noms de province.

- 17 octobre Arrestation d'un militant d'Al Qaeda responsable de plusieurs attaques à la grenade dans les environs de Jalâlâbâd depuis quelques mois.
- 20 octobre Le Programme mondial de l'Alimentation de l'ONU estime que 4 millions d'Afghans vont faire face à la famine l'an prochain, surtout à cause des sécheresses répétitives. L'hiver promet d'être difficile, surtout pour les régions enclavées, et sera la cause de migrations internes, notamment vers le camp de Zhare Dasht (*Kandahar*), géré par le UNHCR.
- 25 octobre - **Karzai** lance un avertissement et menace de priver de responsabilités régionales ou nationales les chefs de guerre indisciplinés qui utilisent leur position au gouvernement pour faire pression sur les affaires judiciaires et favoriser leurs intérêts personnels.
- Les Etats-Unis décident d'arrêter l'armement des milices locales, initialement prévu pour la lutte contre Al Qaeda, car cela renforce l'influence régionale des chefs de guerre et participe à l'instabilité dans les provinces afghanes. L'aide militaire se dirigera dorénavant vers l'armée nationale.
- 26 octobre Les factions de **Dostom** et d'**Atta** s'affrontent dans le district de Chahar Kond, à 25 km de Mazâr-e Shârif alors qu'une rencontre organisée par la commission de sécurité (sous l'égide de l'ONU) était initialement prévue entre les deux belligérants. Zalmâi Khalilzad, l'envoyé de la Maison Blanche, rencontre finalement le lendemain, mais séparément, les deux rivaux.
- 28 octobre Un accord (le deuxième du genre cette année) est trouvé entre les trois principales forces de la région du nord, le Hezb-e Wahdat de **Mohaqqeq**, le Jamiat-e Islâmi d'**Atta** et le Junbesh-e Melli de **Dostom**, qui décrète que la police sera uniquement postée dans les villes et que tous les hommes armés devront rejoindre l'armée ou se retirer.

*La situation sécuritaire reste précaire. Des attaques quasi quotidiennes ont lieu contre des bases américaines ou gouvernementales et des échanges de tirs sont aussi monnaie courante, surtout dans les provinces de l'est et du sud. Sans qu'aucune preuve ne soit réellement avancée, ces exactions sont supposées être l'œuvre de sympathisants de **Hekmatyâr** ou des Taliban.*

- 1^{er} novembre Une commission spéciale de protection des victimes a été mise en place par l'UNHCR suite aux persécutions envers l'ethnie minoritaire des Gujurs, peuple nomade résidant surtout dans les provinces de *Baghlân*, *Badakhshan* et *Takhar*.
- 2 novembre - La Cour Suprême afghane, présidée par le conservateur et très controversé **Fazul Hadi Shinwali**, a révoqué une magistrate coupable de s'être présentée sans le voile islamique de rigueur lors d'une audience accordée en octobre par le président Bush, et ce, malgré l'assouplissement des directives prises par les anciens Taliban.
- L'ONU précise que les Pashtouns et Hazaras sont la cible d'intimidation dans les districts de Guldara (*Parwan*) et de Kahmard (*Bamyân*) contrôlés par les Tadjiks de l'Alliance du Nord.

- 3 novembre - Des officiels afghans et pakistanais se rencontrent pour résoudre le contentieux à propos de Bangi Daar (*Khost*), ville frontalière revendiquée par les deux pays. C'est l'expression concrète des nombreux problèmes issus de la ligne Durand.
- 20 officiels des provinces de *Nangarhar, Balkh, Kandahar, Oruzgan et Hérat* sont démis de leur fonction par **Karzai** qui veut éliminer la corruption en lien avec le trafic de drogue (*Nangarhar*) et améliorer la sécurité.
 - Levée du couvre-feu à Kaboul.
- 10 novembre Le programme de désarmement des milices du nord (provinces de *Kunduz, Baghlân, Takhar et Badakhshan*) a commencé, très lentement cependant, pour permettre à l'armée afghane de reprendre le contrôle du territoire.
- 12-13 nov. Des manifestations étudiantes ont eu lieu à Kaboul pour dénoncer les mauvaises conditions de travail. Des rafales de balles ont répondu aux jets de pierre, provoquant la mort de deux étudiants et l'indignation de **Karzai** et de l'ONU. Human Rights Watch révèle le lendemain que certains témoins de ces assassinats ont été intimidés par la police.
- 15 novembre Réouverture de la frontière avec l'Iran au niveau de Milak (*Nimroz*), après une fermeture de 5 mois due à l'insécurité persistante.
- 16 novembre L'Australie renvoie 113 demandeurs d'asile en Afghanistan avec une aide de 2000 dollars australiens (230 euros).
- 19 novembre Des affrontements entre les forces dévouées à **Dostom** et **Atta** font deux morts à Maqsood (*Samangan*) après que le commandant **Ahmad Khan**, fidèle à Dostom, eut attaqué des postes de contrôle ennemis. Les deux chefs de guerre se réunissent avec les membres de la commission de sécurité le lendemain pour évoquer la lenteur du processus de collecte d'armes dans la région de Sholgara.
- 24 novembre Journée internationale anti-violence contre les femmes à Kaboul.
- 27 novembre Le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte à l'unanimité la résolution 1444, qui renouvelle le mandat de l'ISAF pour un an.

*Les attaques à l'encontre des étrangers sur le sol afghan sont toujours aussi virulentes et quasi quotidiennes. Les humanitaires commencent à être agressés, les bases américaines sont la cible de roquettes essentiellement dans les provinces de Paktia, Paktika, Khost, Oruzgan mais aussi dans les grandes villes comme Kaboul, où l'ISAF est visée, Kandahar ou Taloqan. Le vice-président et ministre de la Défense **Mohammed Fahim** ont même échappé à une tentative d'assassinat. Des caches d'armes sont retrouvées ainsi que des charniers, œuvres des Taliban.*

- 2 décembre - Une conférence internationale pour stabiliser la reconstruction s'ouvre à Bonn, un an après celle qui avait permis d'y jeter les bases de l'après-Taliban. **Karzai** annonce la création de la nouvelle armée afghane qui devra compter à terme 70 000 hommes pour faire face aux puissants chefs de guerre.

- Un cessez-le-feu a été conclu grâce à une médiation du ministère de la Défense, après l'intensification des combats entre **Ismaël Khan** et **Amanoullah Khan** depuis deux jours dans la zone de Shindand.
- 9 décembre 300 handicapés ont manifesté à Kaboul pour réclamer plus d'avantages sociaux. Il y a 800 000 handicapés en Afghanistan pour 23 millions d'habitants.
- 10 décembre - Le Pakistan et l'Afghanistan se mettent d'accord sur un plan prévoyant le retour des 1,8 millions de réfugiés afghans encore au Pakistan sur 3 ans.
- Journée des droits de l'Homme : l'association Rawa (Association révolutionnaire des femmes d'Afghanistan) manifestent devant les bureaux des Nations Unies pour protester contre les Taliban, l'Alliance du Nord et les ennemis de la démocratie, ainsi qu'en faveur des droits fondamentaux.
- 13 décembre - Le ministre aux Réfugiés, **Enayatullah Nazari**, annule sa visite dans le camp de Shamshatu, réputé pour être une place forte de **Hekmatyâr**, pour des raisons de sécurité.
- Le Pakistan ferme sa frontière aux éventuels réfugiés afghans.
- 15 décembre - Le Bureau des Nations Unies pour le contrôle de la drogue et la répression du crime affirme que l'Afghanistan est redevenu le premier producteur mondial d'opium en 2002 avec une production estimée entre 3200 et 3600 tonnes.
- L'administration de la province du *Helmand* demande le rétablissement de punitions sévères telles qu'elles étaient pratiquées sous les Taliban (amputations...) pour tous les délits, même mineurs, en réponse à la hausse de la criminalité.
- Décret promulgué par Karzaï interdisant le cumul des responsabilités civiles et militaires, qui sera rejeté dans un premier temps par le chef de guerre **Padsha Khan**, avant qu'il ne s'y conforme courant janvier.
- 16 décembre Le couvre-feu est réhabilité à Jalâlâbâd (*Nangarhar*) entre 22h et 4h du matin.
- 22 décembre L'Afghanistan a signé avec la Chine, le Pakistan, l'Iran, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, la « Déclaration de Kaboul », traité de non-agression et de non-ingérence dans les affaires intérieures afghanes.
- 23 décembre Libération de Abdul Ghafur Aiteqad, directeur de l'hebdomadaire privé « Farda », détenu quatre jours pour avoir publié un dessin caricatural de **Karzaï**.
- 25 décembre **Hekmatyâr** affirme être allié avec les fuyitifs taliban et d'Al Qaïda pour mener la « guerre sainte » contre l'ennemi américain.

Les provinces de Khost, du Paktia et les grandes villes sont toujours les cibles privilégiées des ennemis du gouvernement et des Américains. Certaines attaques sporadiques ont pu être recensées dans d'autres régions telles le Kunar, l'Oruzgan et le Farah. L'ONU est visée à Gardez (Paktika) et a subi des embuscades éparses.

2003

- 3 janvier Le HCR déclare que 700 000 personnes sont encore déplacées dans le pays, après que 1,8 millions de réfugiés soient rentrés chez eux en 2002. Elles affluent essentiellement vers le sud pour fuir la sécheresse et les tensions ethniques du nord (prévaut pour les Pashtounes).
- 6 janvier - Le gouvernement nomme **Mohammed Mokhtar Ahmadi** responsable de la sécurité du district de Yakawlang (*Bâmyân*) alors qu'il est considéré par le gouverneur de la province **Rahim Aliyar** comme un véritable chef de guerre, possédant hommes et armes, et responsable d'assassinats par le passé.
- Des commandos américains ouvrent la frontière afghano-pakistanaise au passage de Ghakhi (*Kunar*) pour laisser transiter une douzaine de réfugiés afghans vers Bajaur.
- 8 janvier La situation sécuritaire se dégrade dans le *Zabul*, où les humanitaires sont la cible d'attaques depuis quelques semaines. Retour dans la province d'un ancien Taliban, considéré comme un chef de guerre, le **mollah Salam**, libéré par les Américains.
- 10 janvier Le gouvernement afghan entame, en collaboration avec l'ONU, un plan de désarmement des 250 000 miliciens à travers tout le pays, indépendamment du processus commencé dans le nord.
- 12 janvier 400 chefs pashtouns de la tribu des nomades kuchis ont manifesté à Kaboul pour réclamer la libération de leur chef **Naeem Kuchi**, accusé de fomenter une attaque contre un convoi américain.
- 13 janvier **Ismaël Khan** créé une commission des droits de l'Homme, composée de trois hommes et trois femmes, en réponse au rapport très critique de Human Rights Watch à son égard.
- 21-22 janvier Le président de la Cour Suprême **Fazil Hadi Shinwari** a ordonné l'interdiction de la télévision par câble, qui permettait la diffusion des télévisions étrangères, jugées contraire à l'Islam. Il considère également la mixité dans l'enseignement supérieure comme anti-islamique.
- 28 janvier - Les combats ont repris dans la région de Adi Ghar, au nord de Spin Boldak (*Kandahar*) entre Américains et Taliban, faisant 18 morts du côté des fondamentalistes. On y retrouve six caches d'armes dans un réseau important de grottes, dont certains services de renseignement fiables affirment qu'elles appartiendraient à **Hekmatyâr**.
- Une embuscade tuant un commandant et quatre soldats du Hezb-e Wahdat près de Dara-i Suf (*Samangan*) montre que la situation reste très tendue dans le nord.

Les attaques contre les bases américaines sont toujours aussi virulentes alors que les arrestations de terroristes et de Taliban s'intensifient. L'ONU est particulièrement visée (bâtiment de Mazâr, embuscades contre différents convois) mais les ONG ne sont pas à l'abri (attentat contre Action Contre la Faim à Kandahar). Après un élan d'espoir, le processus de

désarmement dans le nord, impulsé par une commission multipartite réunissant les trois grandes forces en présence sous l'égide de l'UNAMA, semble s'essouffler, étant donné les luttes de pouvoir intempestives. Enfin, la hausse de la criminalité, notamment nocturne depuis la levée du couvre-feu, inquiète la population, surtout les hommes d'affaires les plus riches depuis le décès de l'un d'entre eux.

- 1^{er} février 1600 afghans détenus dans les prisons de Rawalpindi et de Jehlum au Pakistan doivent être rapatriés sous peu. 400 afghans incarcérés dans la Province Frontière du Nord-Ouest sont libérés le 5.
- 4 février Le programme de désarmement rencontre une certaine hostilité dans la province de *Kandahar* : les soldats afghans combattent des résistants taliban dans cette région qui connaît de nombreux problèmes sécuritaires.
- 10 février - L'Allemagne et les Pays-Bas prennent le commandement de l'ISAF.
- L'Afghanistan ratifie le traité de Rome créant la Cour Pénale Internationale.
- 11 février Des centaines de réfugiés afghans sont arrêtés au Pakistan sur la base de la loi sur les étrangers, et ce pour répondre à des critères de sécurité alors qu'ils sont parfois présents depuis 25 ans sur le sol pakistanais, comme le dénonce la commission pakistanaise des droits de l'Homme.
- 12 février - Les Américains bombardent intensément la vallée de Baghran (*Helmand*) depuis trois jours pour finalement capturer 12 taliban : 17 civils sont tués alors que l'on fête l'Aïd el Adha.
- La Grande-Bretagne accorde l'asile à trois anciens taliban, qui affirment avoir quitté les rangs des fondamentalistes dès qu'ils l'ont pu.
- 20 février **Fahim** annonce que 16 généraux d'origine tadjik vont être remplacés par des militaires d'ethnies différentes pour que le ministère de la Défense soit mieux équilibré ethniquement. **Gul Zarak Zadran**, un Pashtoun, prend le poste de vice-ministre de la Défense à **Dostom**.
- 24 février - **Syed Anwar**, journaliste du quotidien « Frontier Post » publié à Peshawar, au Pakistan, a été menacé par des membres des services de secret de la province de *Nangarhar* suite à la publication de deux articles sur le chef de guerre **Hazrat Ali**, soupçonné d'implication dans un trafic de drogue.
- Des sympathisants de **Padcha Khan Zadran** (tribu pachtoune des Deri Gil) ont coupé la route entre Khost et Gardez après que des officiels locaux eurent saisi des véhicules appartenant à la milice, en réponse à l'apparition de postes de frontière illégaux.
- 28 février Un accord a été signé entre **Dostom, Atta** et d'autres chefs de factions à l'issue d'une rencontre avec le HCR, qui doit permettre le retour dans leur village d'origine de milliers de déplacés.

*Les attaques quasi-quotidiennes contre les forces de la coalition dans l'est et le sud (couplées à des attentats contre des officiels afghans) et les intimidations à l'encontre des humanitaires répondent aux combats de plus en plus virulents dans le sud et notamment dans la province du *Helmand*, où des poches de résistance talibanes, parfois associées au Hez̄b-e Islāmi*

*d'Hekmatyâr, continuent de lutter. Le processus de désarmement rencontre des difficultés dans les provinces du Faryab, de Balkh et de Sari Pul où des altercations entre forces loyales à **Dostom** et **Atta** s'intensifient.*

- 1^{er} mars Manifestation de milliers de personnes résidant dans le district sensible de Dasht-e Barchi (*Kaboul*) devant le poste de police du district pour protester contre la tentative d'enlèvement d'une femme par un policier, les intimidations et les pillages subis.
- 3 mars Regain de tension au sein même de la ville de Mazâr-e Sharif après qu'**Atta** eut demandé l'arrestation et l'expulsion du général **Ali Sarwar**, fidèle de **Dostom**.
- 5 mars Une convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été ratifiée par les autorités afghanes.
- 8 mars - Plus de 3000 personnes, en majorité des femmes, ont assisté à une cérémonie organisée pour la Journée Internationale de la Femme, soutenue farouchement par Karzaï. Naissance du premier magazine hebdomadaire féminin à vocation nationale, «Morsal», édité par l'ONG afghane DHSA.
- Une école temporaire a été incendiée à Shekh Mamado (*Kandahar*), exemple de la montée de violence à l'égard de l'éducation nouvellement dispensée.
- 12 mars Naissance du Front Démocratique National, qui regroupe une douzaine de groupes politiques, et qui voit le modèle démocratique occidental comme le meilleur contrepoids aux forces paramilitaires.
- 20 mars L'ONU suspend provisoirement ses activités dites non essentielles en Afghanistan après le début des opérations militaires en Irak, étant donnée l'hostilité croissante de l'opinion à l'égard de la communauté étrangère.
- 21 mars Vives tensions dans la province de *Khost* alors que les Américains, appuyés par l'armée afghane, désarment un responsable de la sécurité, le commandant **Shah Zadah**.
- 24 mars Dix combattants de **Padsha Khan** ont été tués dans une offensive américaine sur le poste de Set-i Kandaw, sur la route Gardez/Khost, réouverte 20 jours plus tôt.
- 28 mars Le conseil de sécurité de l'ONU proroge de 12 mois le mandat de l'UNAMA.

*La tension est à son comble alors que les Américains lancent des opérations d'envergure contre les Taliban: « Valiant Strike » dans le sud (essentiellement la province de Kandahar) et « Lion du désert » dans le nord-ouest (Badghis). Les attaques à la roquette sont incessantes contre les bases américaines, les explosions dans les grandes villes sont récurrentes, l'ISAF est touché à Kaboul, l'ONU à Jalâlâbâd et un délégué du CICR est tué par des Taliban. Si des discussions ont parfois lieu entre **Dostom** et **Atta** pour le désarmement des milices dans le nord, les affrontements sont beaucoup plus prépondérants.*

- 6 avril Les Nations Unies et le gouvernement afghan signent un accord portant sur le lancement d'un programme sur 3 ans de désarmement, de démobilisation et de réintégration des combattants des diverses factions armées qui menacent le pays.
- 7 avril - Des Taliban prétendent avoir le contrôle des quartiers généraux des districts de Naubahar et Shinkai dans le *Zaboul*.
- Ahmad Behzad, correspondant de Radio Free Afghanistan, est obligé de fuir Hérat suite à des menaces verbales du gouverneur **Ismaël Khan**.
- 10 avril Le personnel humanitaire évacue Maimana (*Faryab*) après que des affrontements entre les forces de **Dostom** et **Atta**.
- 17 avril - Un cessez-le-feu a été mis en place entre les factions rivales du Hezb-e Wahdat et du Harakat-e Islâmi après des affrontements depuis le 10 à Surk Deh (*Samangan*), durant lesquels des civils ont été tués.
- Des centaines de miliciens pakistanais ont fait une incursion de 5 km en territoire afghan jusqu'au village officiellement afghan de Ghulam Khan (*Khost*), causant un accrochage avec les gardes-frontières gouvernementaux.
- 22 avril Les principaux chefs de guerre afghans se sont mis d'accord à l'issue d'une conférence de deux jours, sur la mise en place d'une armée nationale placée sous le contrôle du gouvernement central et «représentative » de la nation.
- 28 avril - Le gouvernement britannique prévoit d'expulser une trentaine de demandeurs d'asile afghans pour la première fois depuis huit ans, créant l'indignation des groupes de défense de réfugiés, pour qui le pays est loin d'être sécurisé.
- Des affrontements entre une coalition de factions et celles du commandant gouvernemental **Juman Khan**, qui aurait perdu 26 hommes ont eu lieu dans le district de Bala Morghab (*Badghis*), exactement dans le village de Akazai, causant la mort de 38 civils.
- 30 avril La Commission indépendante afghane des droits de l'Homme devrait posséder des bureaux dans tout le pays.

Si l'on constate depuis quelques mois que les attaques et les combats se sont multipliés dans tout le pays, on peut raisonnablement affirmer aujourd'hui que les Taliban se sont réorganisés dans les provinces de l'est et du sud, à partir des zones tribales afghano-pakistanaïses. Les combats font donc rage dans ces régions montagneuses, causant la perte de nombreux soldats des forces gouvernementales mais aussi parmi les Taliban. Ce climat d'insécurité est également ressenti dans le nord où les affrontements entre factions rivales perdurent et même dans tout le pays étant donnés les ressentiments ethniques et le non-respect des droits de l'Homme.

- 2 mai Le chef de la Cour Suprême, **Fazel Ahmad Manawi**, déclare que toute la législation en Afghanistan repose sur la loi islamique de la Sharia.
- 6 mai Environ 300 Afghans, parmi lesquels des fonctionnaires et des étudiants, ont manifesté contre la présence américaine à Kaboul, se plaignant également de l'insécurité grandissante, de la lenteur de la reconstruction et des retards de

paiement des salaires du secteur public. Ces manifestation vont être nombreuses durant tout le mois.

- 8 mai L'UNAMA suspend toutes ses missions dans les provinces de *Zaboul*, *Orouzgan* et *Helmand* en raison de l'insécurité. Les convois de l'ONU sont également suspendus sur l'axe routier Ghazni-Kandahar.
- 11 mai Plusieurs centaines de personnes ont manifesté contre l'offre d'amnistie de **Karzai** envers des membres taliban « qui n'ont pas les mains pleines de sang ».
- 15 mai Le Premier ministre pakistanais ordonne la libération de centaines de prisonniers afghans, incarcérés pour être entrés illégalement dans le pays.
- 18 mai **Karzai** menace de démissionner si les autorités provinciales ne s'acquittent pas d'ici 3 mois des taxes et revenus douaniers dus au gouvernement. Deux semaines plus tard, les responsables des finances des 32 provinces sont tous remplacés.
- 20 mai Les gouverneurs de 10 provinces s'engagent à respecter l'autorité du gouvernement central.
- 22 mai **Dostom** est nommé conseiller spécial pour la sécurité et les affaires militaires, poste qu'il refuse 10 jours plus tard.

*Alors que **Karzai** entame un bras de fer avec les seigneurs de guerre pour étendre son influence au-delà de Kaboul, les manifestations à son encontre se multiplient, traduisant la lassitude des Afghans sur les problèmes de la sécurité, de la reconstruction et de la présence américaine. Les arrestations de Taliban et de terroristes succèdent aux attaques contre les étrangers, qu'ils soient militaires, humanitaires ou membres de l'ONU, ainsi qu'aux attentats contre les officiels afghans fidèles à **Karzai**.*

- 7 juin - **Karzai** lance officiellement le processus de consultation populaire qui durera 2 mois, préambule à l'adoption de la nouvelle Constitution nationale en octobre prochain.
- Attentat suicide d'Al Qaeda contre un bus de l'ISAF : 4 soldats allemands trouvent la mort, 31 sont blessés. C'est le plus gros attentat contre l'ISAF.
- 9 juin Des tracts taliban ont été distribués dans le *Zaboul* pour motiver la police et l'armée à rejoindre le mouvement islamiste, menaçant de mort en cas de refus.
- 12 juin 12 Pashtouns ont été tués et 4 autres blessés par des Hazaras dans l'*Orouzgan*.
- 15 juin **Karzai** poursuit sa réforme de l'administration en créant une commission contre la corruption.
- 16 juin Sept travailleurs afghans du programme pour l'éradication du pavot ont été tués par des cultivateurs dans l'*Orouzgan*.

- 24 juin Le **mollah Omar** a désigné un conseil exécutif de 10 membres chargé d'organiser la résistance aux troupes étrangères stationnées en Afghanistan.
- 30 juin L'ouléma **Mawlawi Mohammad Fayaz** qui soutenait le gouvernement central a été tué par les Taliban dans un attentat à la bombe dans une mosquée de Kandahar.
- 3 juillet Un plan de démilitarisation de la ville de Mazar-e Sharif, théâtre d'affrontements entre factions rivales, a été agréé par toutes les parties, dont les forces de **Dostom** et **Atta**.
- 4 juillet Manifestation pacifique contre la présence occidentale en Afghanistan devant les bâtiments de l'ONU à Kaboul.
- 8 juillet Un groupe d'Afghans saccage l'ambassade du Pakistan à Kaboul pour protester contre les incursions de l'armée pakistanaise le long de la ligne Durand. Des protestations similaires ont lieu le lendemain à Mehtarlan (*Laghman*).
- 10 juillet Arrestation du **mollah Obaidullah**, numéro deux taliban à Kandahar.
- 14 juillet - Le HCR transfère 20 000 réfugiés du camp frontalier de Chaman au Pakistan vers le camp de Zhare Dasht près de Spin Boldak car ce camp se trouvait sur une importante route de contrebande et non loin des affrontements entre l'armée américaine et les Taliban.
- De retour d'Hérat, le ministre de l'Intérieur, **Ali Ahmad Jalili** a dénoncé l'atmosphère de répression et de terreur qui règne dans la province dominée par **Ismaël Khan**. Il lui demande le démantèlement de sa milice et le reversement des revenus douaniers.
- 15 juillet Réunion tripartite entre l'Afghanistan, le Pakistan et les Etats-Unis pour discuter de la situation tendue le long de la ligne Durand et faire le compte-rendu des « progrès » établis par la coalition pour lutter contre le terrorisme.
- 17 juillet **Karzai** annonce la tenue d'une Loya Jirga de 500 membres l'automne prochain pour approuver la nouvelle Constitution.
- 23 juillet - 180 écoles de la province de *Balkh* doivent fermer par manque de moyens.
- L'ONU suspend ses missions dans l'est de l'Afghanistan à cause de l'insécurité croissante.
- 30 juillet Un ouléma progouvernemental Mawlawi Djenab est tué devant sa mosquée dans la province de Kandahar. Les Taliban ont décidé d'éliminer les « infidèles ».
- 2 août Réunion entre responsables de l'Alliance du Nord (à laquelle participent **Fahim, Khalili, Abdullah Abdullah, Qanouni et Sayyaf** mais pas **Rabbani**) pour surmonter leurs divergences et évoquer la formation d'un éventuel nouveau parti.

- 4 août Réunion extraordinaire de la commission de sécurité mixte (qui réunit les factions rivales du nord) pour résoudre les problèmes récurrents de la région de Dara-i Suf (*Samangan*).
- 5 août Dans le *Faryab*, le commandant Farouq (Jamiat) refuse de rendre les armes à **Dostom**, responsable du désarmement des provinces du nord.
- 6 août Deux journalistes du périodique *Aftab*, Sayed Mahdawi et Ali Reza Payam ont été condamnés à mort par la Cour Suprême pour avoir tenu des propos blasphématoires.
- 10 août - L'ONU suspend ses missions dans les zones frontalières du Pakistan dans les provinces de *Helmand* et *Kandahar* après une série d'attaques contre des ONG. Il n'y a déjà plus de personnel onusien dans l'*Orouzgan*, le *Zaboul* et le nord du *Helmand*.
- Les Taliban menacent de contre-attaquer dans le nord du pays avec la nomination d'un commandant militaire : **Mohammad Amin**.
- 12 août 500 responsables religieux dont le chef du Mahaz-e Melli, **Sayed Pir Gailani**, ont manifesté pour soutenir le gouvernement Karzaï et dénoncer la multiplication des assassinats d'oulémas dans le sud du pays.
- 16 août Nomination de **Yusuf Pashtun** gouverneur de la province de *Kandahar* à la place de **Gul Agha Shirzaï** pour renforcer l'autorité gouvernementale.
- 24 août Création d'une commission de paix dans la province de *Faryab* pour prévenir d'éventuels combats.
- 28 août La commission constitutionnelle a annoncé un retard d'environ deux mois dans le processus de mise en place d'institutions démocratiques en Afghanistan.

Les mois de juin, juillet et août ont marqué la recrudescence de la violence dans l'est et le sud du pays. Les combats ont été incessants entre l'armée américaine associée à la nouvelle armée afghane et les mouvements d'opposition, essentiellement les Taliban. A titre d'exemple, on a recensé 65 morts pour les seules journées du 12 et 13 août, les plus meurtrières depuis décembre 2001. La menace taliban est plus que jamais présente.

Dans le nord, la situation reste bloquée : les discussions succèdent aux affrontements entre factions rivales et le processus de désarmement est non seulement lent mais rencontre une forte opposition de certains commandants.

Enfin, des altercations entre Afghans et Pakistanais ont été courantes le long de la ligne Durand, surtout dans les provinces du Nangarhar, du Paktia, de Khost et du Kounar.

Bibliographie

1) Articles et études

Castagnos-Sen Anne, « Fiche Pays, Afghanistan », HCR, Délégation pour la France, octobre 2001.

Dabir Mayar, « Repères Afghanistan : les principaux mouvements et formations politiques », OFPRA, décembre 2002.

De Beaumont Fabienne, « Who's who : les principales personnalités politiques et militaires », OFPRA, décembre 2002.

2) Ouvrages

Barry Michael, « Le royaume de l'insolence », Flammarion, Paris, 1984 et « Massoud, de l'islamisme à la liberté », Edisud, 2002.

Rashid Ahmed, « L'ombre des Taliban », Autrement Frontières, Paris, 2001.

3) Rapports

Amnesty International, rapport 2002.

Bonn International Center for Conversion (BICC), « Challenging the Warlord culture », 2002.

Center on International Cooperation, New York University, « The politics of center-periphery relations in Afghanistan », mars 2003.

Danish Immigration Service, « The political, security and Human rights situation in Afghanistan », mars 2003.

Human Rights Watch, « Paying for Taliban's crimes: abuses against Pashtuns in northern Afghanistan », avril 2002.

« Afghanistan: return of the warlords », juin 2002.

« All our hopes are crushed: violence and repression in western Afghanistan », novembre 2002.

« We want to live as humans: repression of women and girls in Western Afghanistan », décembre 2002.

« Killing you is a very easy thing for us: Human rights abuses in southeast Afghanistan », juillet 2003.

International Crisis Group, « Afghanistan's flawed constitutional process », juin 2003.

UNHCR (Olivier Roy), « Afghanistan: internal politics and socio-economic dynamics and groupings », mars 2003.

UNHCR, District Profile, 2002 et 2003.

UK Department for International Development, « Afghanistan's political and constitutional development », janvier 2003.

4) Presse

Presse française, afghane et mondiale, agences de presse (Lexis-Nexis)

5) Sites Internet

Sites spécialisés sur l'Afghanistan :

www.aims.org.pk

www.afgha.com

www.afghana.org

www.afghan-web.com